

# LE DEVOIR

Vol. LXXXVI - No 215

MONTRÉAL, LES SAMEDI 14 ET DIMANCHE 15 SEPTEMBRE 1996 4 CAHIERS - 1.97 \$ + TPS + TVQ

**LES ARTS**

*Le pèlerinage*  
de Jean-Pierre Perreault

PAGE B 1



**FORMES**

*Les forges*  
de l'enfer

PAGE D 12



**INFORMATIQUE**

*Quel ordinateur*  
choisir?

PAGES C 7 À C 9

**LIVRES**

*Les leçons*  
des ténèbres

PAGE E 1



**PERSPECTIVES**

## Le déclin de Galganov

Le militant Howard Galganov est une étoile. Mais c'est une étoile filante dont le déclin s'amorce inexorablement avec ses bouffonneries new-yorkaises. Il fera encore parler de lui. Il restera populaire chez les anglophones en incarnant leur ras-le-bol et leurs angoisses post-référendaires. Mais sa déconvenue à Wall Street va miner son pouvoir de provocation chez les francophones. Le maître-chanteur est nu.

Inconnu il y a six mois, Galganov a été mis au monde par les circonstances. Le professeur de marketing social à l'ENAP Robert Bernier croit que M. Galganov s'est hissé au rang de leader d'opinion parce qu'il y avait un certain temps que l'insatisfaction ressentie par les anglophones n'était plus canalisée. Ni le gouvernement fédéral, ni le Parti libéral du Québec, ni même Alliance Québec ne trouvaient grâce aux yeux d'une partie de la communauté qui venait de passer à un cheveu d'une défaite référendaire.

Galganov, en quelque sorte, venait combler ce vide grâce à la conjonction de trois éléments: son ambition personnelle, la situation tendue après le référendum et l'insatisfaction latente de la population anglophone. En deux mots, Galganov est arrivé au bon moment.

Mais cela aurait été insuffisant si Galganov s'en était tenu à son opposition à la souveraineté. Il fallait à sa cause un carburant plus explosif. Ce carburant, ce fut la langue.

Président du cabinet de relations publiques National, Daniel Lamarre rappelle que c'est à partir d'avril, lorsque Galganov a réuni 2000 manifestants au centre commercial Fairview à Pointe-Claire pour réclamer l'affichage bilingue, que Galganov est devenu un sujet médiatique.

Ce dernier comblait ici un autre vide selon M. Lamarre, soit l'absence de porte-parole radicaux et controversés dans le débat linguistique relancé durant l'hiver par la parution d'un rapport du gouvernement.

Les médias se nourrissent de controverse. Or, sur la langue, la plupart des protagonistes étaient à la recherche d'une forme ou une autre de compromis. La modération était de mise. Galganov amenait une note de nouveauté dans la discussion et une dose de radicalisme qui répondaient aux besoins et à l'avidité des médias pour ces ingrédients qui font la nouvelle.

Il ne restait à l'activiste qu'à organiser des événements pour maintenir l'attention: un rallye à Ottawa, une campagne de boycottage, une visite à New York. À chaque jour suffit sa peine et Galganov est alors devenu soit un héros, soit un démon.

Sa célébrité est enfin consacrée quand Lucien Bouchard en prend ombrage, lorsque le ministre Serge Ménard le prend au sérieux et que Jean Chrétien lui donne l'absolution.

En sus, Galganov a eu le talent d'identifier une corde sensible: New York. Les politiciens québécois ont tellement mythifié New York. Chaque premier ministre s'y rend pour «rassurer» les investisseurs. Après chaque budget, les ministres des Finances ne dorment plus tant que Wall Street ne confirme pas la cote de crédit du Québec. Galganov a joué cette carte et menacé d'aller affaiblir la crédibilité du Québec chez ceux qui semblent tenir notre sort entre leurs mains.

Selon le professeur Bernier, le cycle de vie d'un acteur politique de cette nature, dont le leadership ne repose pas sur des qualités personnelles mais sur la conjoncture, est relativement court. D'après lui, Galganov a atteint le stade de la maturité avec sa visite ratée à New York et il amorce la phase du déclin. Cette phase pourrait être longue parce que Galganov incarne une insatisfaction qui est «ancrée profondément dans les croyances de sa communauté».

Galganov joue cette fois-ci le rôle joué en 1989 par le Parti Égalité: 125 000 électeurs avait voté pour lui et élu quatre députés.

Mais son ascendant sur la population francophone va décliner rapidement. Désormais, Galganov est démasqué. Pas un seul financier américain ni aucun journaliste ne s'est déplacé pour l'entendre au Harvard Club, jeudi. Pas une ligne ne lui a été consacrée dans la presse américaine hier. On sait que son but n'est pas la sauvegarde des droits linguistiques des anglophones mais, comme il l'a lui-même avoué cet été, de provoquer une rupture chez les souverainistes sur le front de la langue et compromettre leurs chances de succès.

À New York, Galganov prétend n'avoir invité personne à venir l'entendre. Bref, il s'est moqué de nous. Il peut rire dans sa barbe mais il ne fera plus chanter personne. Surtout que les Québécois ont bien vu qu'il n'a pas de cause. Qui va s'émouvoir, aux États-Unis, a fait remarquer un journaliste américain, pour des personnes de race blanche qui parlent anglais et qui vivent dans un pays modèle de démocratie? Merci pour la démonstration, M. Galganov.

| INDEX                | MÉTÉO                                                                                    |
|----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|
| Agenda .....B12      | Montréal                                                                                 |
| Avis publics.....C11 | Pluie. Quelques éclaircies. Venteux. Max: 20. Dimanche: nuageux avec éclaircies. Max: 21 |
| Classées .....C12    | Québec                                                                                   |
| Culture .....B1      | Pluie. Vents forts. Max: 16. Dimanche: pluie. Max: 16                                    |
| Économie.....A1      | Détails en C 12                                                                          |
| Éditorial.....C12    |                                                                                          |
| Le monde.....A6      |                                                                                          |
| Mots croisés.....C13 |                                                                                          |
| Les sports.....C14   |                                                                                          |

## Le barrage de la Consol ne pouvait s'ouvrir sans «intervention majeure»

Après le «déluge» du Saguenay, il a fallu huit heures pour actionner les vannes de l'évacuateur du lac des Ha! Ha!

LOUIS-GILLES FRANCOEUR  
LE DEVOIR

L'évacuateur de crue qui servait de valve de sécurité au réservoir hydraulique des Ha! Ha!, en amont de La Baie, au Saguenay, était dans un tel état au moment du déluge de juillet qu'il aurait été très difficile d'ouvrir, «sans une intervention majeure», ses quatre vannes dans une situation d'extrême urgence.

De plus, les citoyens de Ferland-et-Boilleau, isolés du monde extérieur en raison de l'effondrement des routes, auraient difficilement pu l'actionner eux-mêmes, le systè-

me de levage étant cadenassé et un garde-fou métallique obstruant le chemin de la cabine de levage, montée sur rail, à au moins une extrémité.

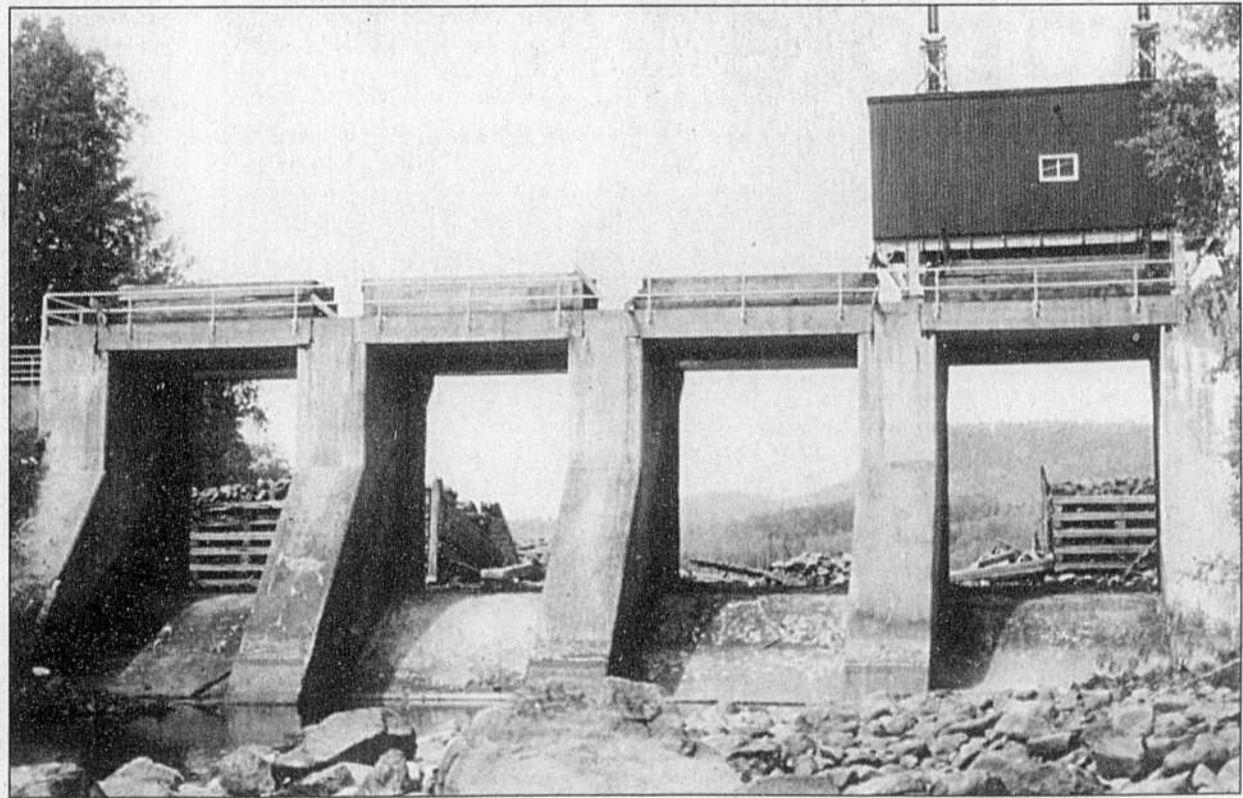
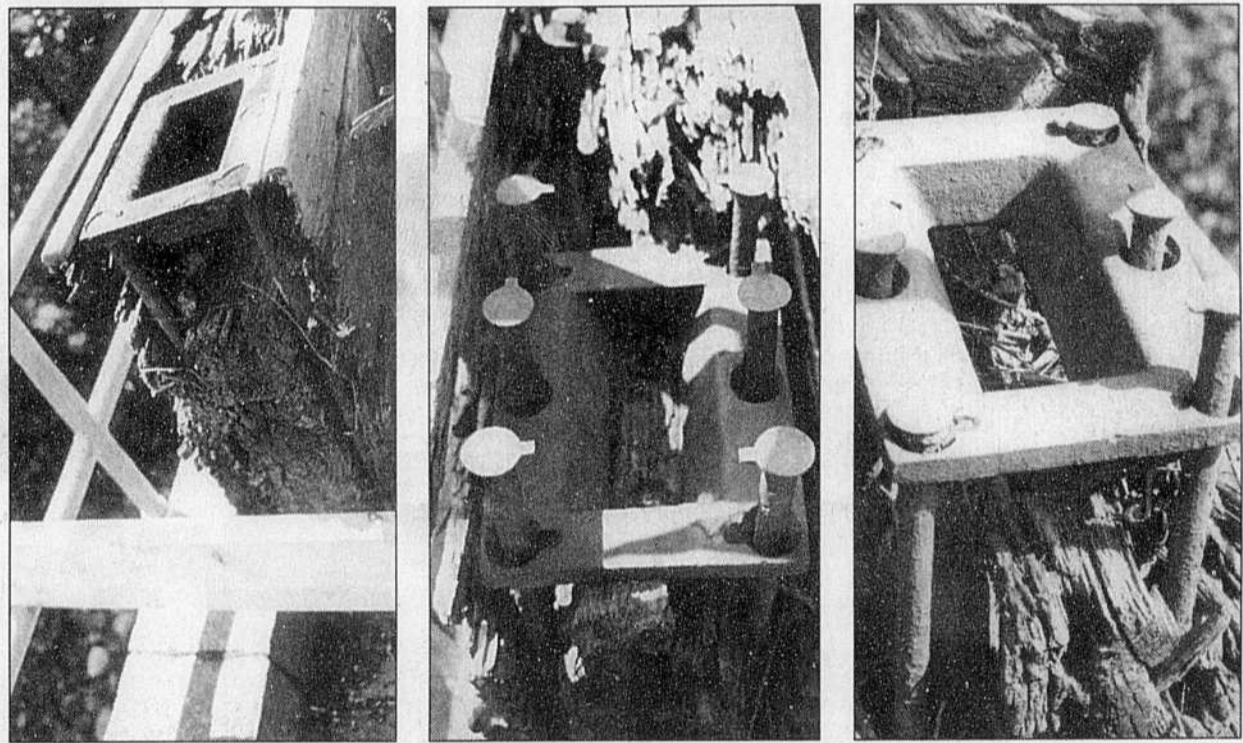
Une seule vanne de cet évacuateur, la deuxième sur la gauche, a été régulièrement utilisée depuis plus de 50 ans pour la gestion courante des crues qui aboutissaient dans ce réservoir hydraulique. Ce dernier a été construit il y a 78 ans pour alimenter en eau, par le moyen d'un tuyau de plus de 30 kilomètres, l'usine de pâte et papier de la Stone Consolidated à La Baie.

C'est ce qui ressort d'une série de photographies obtenues par *Le Devoir*, de témoignages de personnes qui

ont surveillé anxieusement la digue juste avant son effondrement et d'informations émanant de la Commission scientifique et technique, dont certaines ont été confirmées par son président, Roger Nicolet. Les travaux de cette commission commencent mardi.

Le samedi 19 juillet dernier, faute d'évacuation suffisante, l'eau commençait à passer par-dessus la digue du réservoir des Ha! Ha!, ce qui a entraîné en quelques heures son effondrement et la noyade du village de Ferland-et-Boilleau, situé juste en bas, pour frapper finale-

VOIR PAGE A 14: CONSOL



Le système de levage de l'évacuateur de crue du réservoir hydraulique des Ha! Ha!, situé à plus de 30 kilomètres en amont de La Baie, était logé dans la cabine montée sur rail que l'on voit au sommet du barrage. Cette cabine était cadenassée au-dessus de la deuxième vanne sur la gauche, la seule utilisée depuis des décennies et pendant la crue de juillet. On a une idée de l'état des autres vannes en examinant leurs ancrages (en médaillons). Ces photos ont été prises quelques jours après le «déluge», pendant la reprise des travaux de reconstruction. On ne sait pas ce qu'il est advenu des vieilles vannes.

## La cause Bertrand Ottawa songe à faire intervenir la Cour suprême

MANON CORNELLIER  
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Le gouvernement fédéral semble décidé à démontrer que le Québec ne peut déclarer unilatéralement son indépendance, quitte à s'adresser aux tribunaux et même à la Cour suprême du Canada.

Ottawa n'a pas encore décidé des moyens à prendre, a insisté hier le ministre des Affaires intergouvernementales Stéphane Dion, mais son collègue, le ministre de la Justice Allan Rock, a limité les choix offerts au gouvernement lors d'entrevues accordées au *Toronto Star* et à *CBC Radio*.

VOIR PAGE A 14: OTTAWA

## Festival de Toronto Aux sources du conflit irlandais

Michael Collins, c'est le dernier film de Neil Jordan: l'Angleterre n'apprécie pas

ODILE TREMBLAY  
LE DEVOIR

Toronto — Il avait une auréole autour de la tête et le sourire du vainqueur, jeudi soir, à la première de son *Michael Collins*, présenté en projection de gala au Festival de Toronto. Neil Jordan arrivait tout chaud de Venise. La Mostra venait de lui décerner le lion d'or du meilleur film alors que Liam Neeson, l'interprète du rôle titre, y avait récolté la palme du meilleur acteur. Ça donne des ailes. Le cinéaste irlandais et son producteur n'en espèrent manifestement pas tant. Plus tard, ils ont dit être sous le choc de ces honneurs. Un choc (positif) qui les aidera à traverser la tempête qui se déchaîne en Grande-Bretagne. Son film, qui fait le portrait du leader charis-

VOIR PAGE A 14: JORDAN

## La stéréo et le miroir

En musique et dans la vie, les sœurs Kate et Anna McGarrigle continuent d'incarner la coexistence tranquille des deux solitudes

SYLVAIN CORMIER

Kate McGarrigle vit à l'étage principal d'une vieille maison d'Outremont qui en compte trois. Ceux d'en bas et d'en haut sont réquisitionnés par ses enfants musiciens. Dans l'appartement de Kate, il y a exactement ce que vous imaginez. Un piano au milieu, des partitions péle-mêle. Sur le bord des murs, des étuis de guitare qui ont beaucoup voyagé. Au salon, des fauteuils aux couleurs surannées qui pourraient être des antiquités si des antiquaires s'en emparaient. Près de la fenêtre, un ordinateur tout neuf, reçu la veille de l'interview, déjà dépositaire de *E-mail*. Et surtout, un dessin de Joan Baez en évidence, dédié à Kate et Anna, souvenir de leur récente participation à l'enregistrement d'un album *live* de la grande dame du folk au Bottom Line de New York.

Innocemment, je demande à Kate et Anna, chacune

dans un fauteuil de part et d'autre du mien, d'évoquer leur rencontre avec Baez. La réponse arrive en français, avec des tas de «r» fièrement roulés, et en stéréo. Faites connaissance avec les *dueling sisters*.

Kate: «C'était drôle. On chantait avec elle et je me disais: "She sounds just like Joan Baez!"»

Anna: «Elle a vraiment une voix extraordinaire!»

Kate: «Elle ne fait jamais de fautes en chantant...»

Anna: «Nous autres, on en faisait, on était nerveuses...»

Kate: «Elle est vraiment détendue...»

Anna: «Elle arrive pieds nus, avec sa chaise, parce qu'elle a mal dans le dos.»

Kate: «Elle est très, très naturelle.»

J'ai failli ajouter: ici aussi, tout semble naturel. Aucune trace de luxe ostentatoire chez Kate. Chez Anna, qui habite Alexandria, à mi-chemin entre Montréal et Ottawa,



PHOTO JACQUES GRENIER

Écoutez *Matapedia*, leur nouvel album, ou n'importe lequel de leurs huit disques. Leurs notes se cherchent, se trouvent et s'entrelacent au jugé, d'instinct.

VOIR PAGE A 14: SŒURS

## • LES ACTUALITÉS •

### Travail et décrochage

## Des jeunes critiquent l'approche de la CEQ -et du CPQ

LE DEVOIR

Au nom du droit au travail des jeunes, trois points de vue émanant de jeunes militants viennent mettre une sourdine à la suggestion faite ces jours-ci par la CEQ et le Conseil du patronat d'inciter jeunes et employeurs à réduire les heures de travail pour mieux lutter contre le décrochage scolaire.

Michel Philibert, président du Conseil permanent de la jeunesse, remarque que, chez les jeunes de moins de 16 ans, «ceux et celles qui travaillent grugent [...] sur leurs heures d'écoute de la télévision» et que pour certains de ces jeunes, le travail peut constituer «une bouée de sauvetage, un moyen de s'intégrer à la société».

Pour sa part, le président du Comité national des jeunes de la CSN, Patrice Savignac-Dufour, s'inquiète d'un discours qui entend «faire porter aux jeunes qui travaillent la responsabilité des ratés du système d'éducation»; il remarque aussi «une fâcheuse tendance au paternalisme», sans parler d'une parenté de discours avec la droite américaine qui voudrait renvoyer «les jeunes à l'école et les femmes à la maison». Une permanente de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), Véronique Samson, attire l'attention sur la pauvreté qui fait que, dans Saint-Henri par exemple, ce sont 63 % des jeunes du secondaire qui travaillent, comparativement à 40 % pour l'ensemble des jeunes du même âge: «avant de réduire l'accessibilité des jeunes au marché du travail, dit Mme Samson, il faudrait donner aux parents les moyens de subvenir aux besoins de leur famille».



Lise Bissonnette, directrice du Devoir, a inauguré à Chicoutimi jeudi l'exposition itinérante *À la une du Devoir, une société en évolution*, présentée au musée La Pulperie.

PHOTO LE QUOTIDIEN

## À la une du Devoir termine son périple à Rimouski

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD  
LE DEVOIR

Après avoir charmé de nombreux curieux à travers le Québec et le Canada français, l'exposition *À la une du Devoir, une société en évolution* atterrit à Chicoutimi, au musée La Pulperie, pour une toute dernière apparition après un an et demi d'existence.

Grâce à cette exposition, ils auront été nombreux, de Montréal à Saint-Boniface, en passant par Moncton, Trois-Rivières, Rouyn-Noranda, Sherbrooke et Québec, à suivre le cours de l'histoire du Québec à travers les yeux du Devoir, de l'état embryonnaire de 1910 aux pages d'aujourd'hui.

Le pèlerinage entrepris en avril 1995 au Musée David M. Stewart de l'île Sainte-Hélène se termine donc au Musée du Saguenay-Lac-Saint-Jean, à Chicoutimi, jusqu'au 25 octobre.

L'occasion était belle pour mettre de l'avant un projet culturel de la sorte: un 85<sup>e</sup> anniversaire à souligner et des milliers de pages à scruter pour suivre à la lettre — l'expression tombe à point — divers moments de l'histoire du Québec.

Organisée par le musée David M. Stewart et la Fondation du Devoir, l'exposition et ses moindres secrets sont l'œuvre de Nicole Lemay, conservatrice invitée. Grâce à des reproductions de premières pages du journal, celle-ci a choisi de faire un survol du XX<sup>e</sup> siècle au Québec.

Au fil des pages, au gré de l'actualité, les mêmes thèmes ressurgissent peu importe la décennie: éducation, langue, politique, religion et culture, sur laquelle l'exposition fait d'ailleurs une agréable pause. En plus de «lire» l'exposition, les visiteurs ont l'occasion de déambuler à travers une série d'éléments faisant foi des divers parcours du Devoir, des impressions manuscrites du fondateur Henri Bourassa et de son pupitre de travail aux positions éditoriales défendues en ces pages lors des élections et aux photographies historiques.

En plus du Musée M. Stewart et de celui du Saguenay-Lac-Saint-Jean, l'exposition aura fait un arrêt au Musée acadien de l'Université de Moncton, au Centre d'exposition de Rouyn-Noranda, au Salon du livre de Montréal, au Centre d'interprétation de l'histoire de Sherbrooke, au Musée Pierre-Boucher de Trois-Rivières, au Centre culturel franco-manitobain et également au Musée de la civilisation de Québec.

### L'interdiction de l'amiante

## Une décision politique de la France

*Le pionnier de la lutte contre l'amiante en France critique la démarche qui a mené à son interdiction*

CHRISTIAN RIOUX  
CORRESPONDANT  
DU DEVOIR À PARIS

Le père des mesures préventives contre l'amiante en France, le professeur Jean Bignon, exprime son désaccord avec la façon dont le gouvernement français a soudainement décidé d'interdire, à compter de l'an prochain, tous les produits contenant de l'amiante. Selon celui qui est considéré comme l'une des plus hautes autorités françaises en la matière, cette décision est essentiellement le résultat de pressions politiques et non pas d'une véritable discussion scientifique.

Dans une entrevue exclusive au *Devoir*, Jean Bignon, à qui les Français doivent l'interdiction de l'utilisation de l'amiante comme isolant, les premières réglementations concernant l'empoussièrisme et les consignes de sécurité et de suivi médical dans les entreprises, estime que le processus qui a mené en juillet dernier au bannissement de l'amiante est essentiellement «une affaire politique». Notre gouvernement est en difficulté, vous le savez probablement. Il a trouvé dans cette décision une façon de se dédouaner à moindres frais.

Selon Jean Bignon, le gouvernement français a tout simplement «baissé les bras». Sa réaction rapide, 24 heures seulement après la publication d'un rapport incriminant de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), s'explique, dit-il, par «la poussée médiatique» et «les agitateurs de Jus-

sieu» (un campus parisien isolé à l'amiante).

«Je suis d'accord avec le principe, mais pas d'accord avec la façon dont la décision a été prise. On aurait pu discuter de façon plus progressive (...), plus honnête. (...) Nous aurions pu faire comme les pays anglo-saxons et avoir une approche plus sereine.»

Jean Bignon n'est pas pour autant partisan de l'utilisation des produits de l'amiante. L'amiante-ciment en particulier, qui représente le gros de la consommation française, devrait être banni, dit-il. «Il est trop difficile de contrôler l'utilisation qu'en font les ouvriers sur les chantiers.»

Jean Bignon s'inquiète par ailleurs de la façon dont sera appliquée la décision du gouvernement français. «Encore faut-il qu'on assume les solutions de remplacement. Et cela n'est pas évident.» En ce qui concerne l'amiante-ciment, par exemple, «il n'est pas sûr que la cellulose-ciment soit une solution. La cellulose provoque des réactions inflammatoires. On n'a jamais fait d'essais à long terme et il est possible que ce soit cancérigène.»

Jean Bignon considère qu'il faudra, à terme, que «le Québec se fasse quand même à l'idée que l'amiante sera toujours remise en question dans les pays développés». Le scientifique s'étonne enfin que le gros de la production québécoise soit destinée aux pays d'Asie et d'Amérique du Sud, où l'on utilise l'amiante «sans aucune protection des travailleurs». (...) Sur le plan de l'éthique, c'est quand même un peu inquiétant pour le Québec!

## La français a eu droit au podium à Atlanta

*Yves Berger fait l'éloge du bilinguisme aux Jeux olympiques*

CHRISTIAN RIOUX  
CORRESPONDANT DU  
DEVOIR À PARIS

Le français a été traité sur un pied d'égalité avec l'anglais lors des Jeux olympiques d'Atlanta, conclut l'écrivain Yves Berger au terme d'une mission qui lui avait été confiée par les ministres français de la Culture, des Sports et de la Francophonie.

Dans son rapport qui vient d'être rendu public, Yves Berger ne tarit pas d'éloges sur la place qui a été accordée au français tout au long de ces jeux. «La langue française a été l'objet, à Atlanta, du traitement auquel la charte oblige, et certains comparatistes vont jusqu'à penser qu'elle a été honorée comme jamais dans l'histoire des Jeux olympiques», écrit celui qui est aussi président de l'Observatoire de la langue française.

Annonces dans le métro, panneaux d'orientation, consignes de sécurité, présentation des matchs de football et de basketball, Yves Berger n'en finit plus d'énumérer les

lieux où triomphait le bilinguisme, inscrit à l'article 17 la charte olympique. Tout au plus déplore-t-il un panneau lumineux sur l'histoire du cyclisme et des bandeaux ceinturant le Fulton Country Stadium rédigés en anglais seulement.

Mais surtout, écrit Berger, le français utilisé à Atlanta était «d'une qualité irréprochable». Les Québécois, nombreux, auraient d'ailleurs été les premiers à s'en féliciter. Une affiche annonçait bien du «jus de citron glacé» (au lieu de «glacé»). Mais «qui aurait le cœur de s'en plaindre?», demande Berger.

L'envoi d'un observateur à Atlanta faisait suite à une polémique qui a éclaté l'hiver dernier dans la presse française. Lors d'une visite à Washington, le président Jacques Chirac avait rappelé que le français et l'anglais devaient être traités sur un pied d'égalité. Mettant l'épaulé à la roue, le directeur littéraire des éditions Grasset ne craint pas de rappeler que pour s'acquitter de sa tâche, il a réalisé de très nombreuses «entrevues».

Vers une commission  
de développement

de la  
**Métropole**

Forum  
de consultation

Le ministère de la Métropole procède actuellement à une consultation publique sur les conditions de mise en place d'une commission de développement de la métropole. Il organisera un forum les 7 et 8 novembre 1996, au Palais des congrès de Montréal.

Les personnes et organismes engagés dans la vie culturelle, sociale, économique ou politique de la métropole sont invités à exprimer leur point de vue ou transmettre des propositions concrètes sur la commission de développement de la métropole.

La consultation portera sur :

- le rôle et les responsabilités de la commission;
- la composition et le mode de fonctionnement de la commission;
- les sources de financement de la commission;
- les conditions d'établissement de cette commission.

Pour participer au Forum, vous devez vous inscrire au plus tard le 28 septembre 1996. Ceux qui désirent déposer un court mémoire, doivent le faire avant le 18 octobre 1996.

Pour obtenir un formulaire d'inscription ou le document de consultation, veuillez communiquer avec le ministère de la Métropole, au numéro de téléphone (514) 873-4654, par télécopieur (514) 864-5901 ou par écrit à l'adresse suivante :

Ministère de la Métropole  
Forum de consultation  
Tour de la Place-Victoria  
Case postale 83  
Montréal (Québec)  
H4Z 1B7

Oser  
LA MÉTROPOLE

Gouvernement du Québec  
Ministère de  
la Métropole

Québec

**SOLDE**  
19<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE

Du 29 août  
au  
15 septembre

**REMISES DE 20 % À 50 %**  
sur tous les meubles et accessoires



TABLE OVALE (2 RALLONGES), ENFILADE 3 PORTES / 3 TIROIRS  
ET 6 CHAISES MÉDAILLONS, DE STYLE LOUIS-PHILIPPE, EN MERISIER.  
EN VENTE À 5 660 \$

Ouvert le dimanche 15 septembre  
12h à 17h.


LA GALERIE ART SÉLECT INC.

6810, St-Denis  
Montréal (Québec) H2S 2S2  
Tél. : (514) 273-7088  
Fax : (514) 270-8679

# LE DEVOIR

# MONTREAL

**ROGER ROY**  
Horloger bijoutier  
935, La Gauchetière Ouest  
Montréal H3B 2M9  
Siège social du CN  
☎ 514.861.4489



**Zodiac**  
SWISS - 1882  
La montre sport  
par excellence

CONTRASTES

## Les convertisseurs de comptant sont là

*Cash Converters est un indicateur de l'appauvrissement*

SERGE TRUFFAUT  
LE DEVOIR

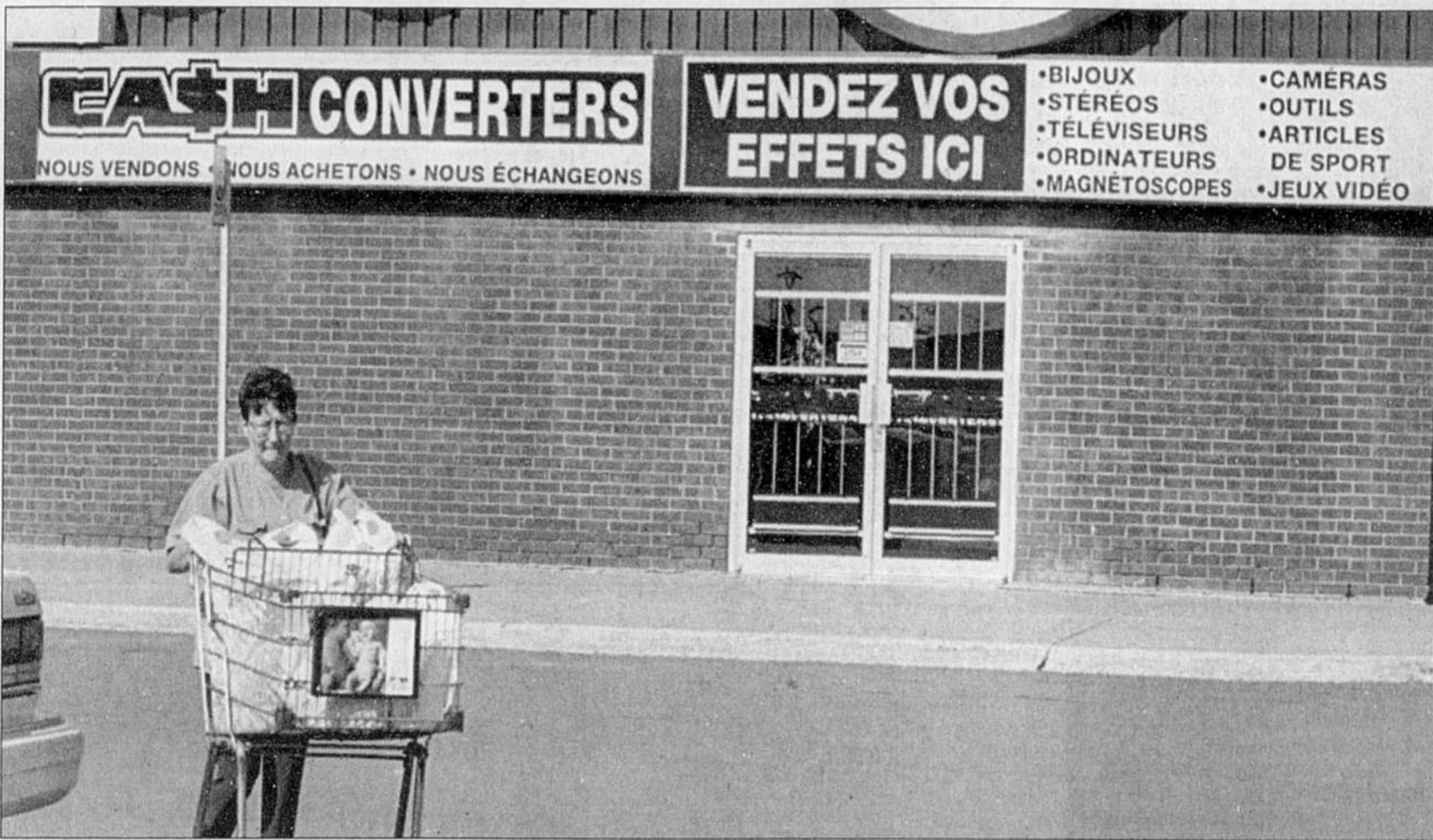
À LaSalle, Ville LaSalle, le temps nécessaire pour traverser les rutes est mesuré. À tel croisement, on a alloué 25 secondes aux piétons pour courir d'une rive à l'autre. À tel autre, c'est 45 secondes. Mais toujours, ces compteurs du temps sont soudés aux poteaux des feux de circulation installés sur les boulevards, les grands boulevards, et non les chemins de traverse, de cette banlieue qui nous offre la vue du flanc ouest de l'oratoire Saint-Joseph en son entier.

Cette introduction de temps compté, du temps mécanique, dans les rues de LaSalle, a au moins un mérite: elle aiguise notre propension naturelle au calcul. Ainsi, dans l'immeuble qui fait front au métro Angrignon, immeuble construit il y a dix ans maximum, on peut constater que six des dix condos qui le composent sont à vendre. On répète: six condos sur dix sont à vendre. Comme quoi, à LaSalle c'est comme à Montréal. Ça baigne. Tout est nickel. Tout va bien.

Ce qu'il y a de chouette avec ces compteurs de temps c'est que lorsqu'ils vous accordent 45 secondes, ils encouragent à leur manière notre inclination naturelle pour l'observation ou la curiosité. À cet égard, le croisement du boulevard de «l'homme nouveau», le boulevard Newman, avec la rue Senkus est plein d'enseignements.

Il en est ainsi à cause de ce qui suit: on construit actuellement un ensemble de condos baptisé Les Jardins du parc Angrignon qui, pour allécher le client, signale qu'il y a piscine, ascenseur et parc privé. Un parc privé à la lisière du parc Angrignon, fallait y songer. Sur le devant de cet ensemble, l'église Jésus-Christ des Saints des derniers jours, les Témoins de Jéhovah ont bâti une immense église. À ses côtés, Alfred Dallaire a érigé un gros funéraire. Bref, le génie du lieu se conjugue avec poésie.

Tellement, que comme le temps accordé pour traverser l'endroit est du temps allongé, il permet à tout un chacun de peaufiner sa stratégie de négociations avec... Cash Converters. Qu'est-ce donc que cela? Cash Converters, c'est la version moderne du troc antique. Ce n'est pas un mont-de-piété, ce n'est pas un pawn-shop, ce n'est pas un prêteur sur gages. Ce n'est rien de cela. Ce n'est rien de ça parce que c'est tout nouveau.



Les Cash Converters, comme celui qui a ouvert ses portes à LaSalle, n'appellent pas à acheter, mais à vendre. Ces commerces nouveau genre s'adressent aux désargentés: les petits budgets.

PHOTO JACQUES NADEAU

Cash Converters est un magasin qui achète vos télé, vos amplificateurs, vos caméras, vos skis, vos bijoux, vos ordinateurs, vos appareils ménagers, toute la quincaillerie qui permet aux fadas du body-building de se tailler les muscles jusqu'à qu'ils puissent imprimer à leurs épaules le roulement des mécaniques.

Situé dans un centre commercial dominé par Super C, Cash Converters fait son beurre avec les mis à pieds de Bell et du CP, d'Hydro-Québec et du réseau de la santé.

Cash Converters est un indicateur de l'appauvrissement. C'est là où se rendent les gens qui viennent de faire faillite. Et comme au cours des six premiers mois de l'année, on a constaté que le nombre de

faillites personnelles à Montréal avait augmenté de 30% sur la période correspondante en 1995 pour atteindre ainsi les 6 597, on peut affirmer que l'expansion de Cash Converters en sol montréalais est assurée.

D'ailleurs, Stephen, le gérant du premier Cash-machin, l'a dit. Après avoir inauguré le Cash de LaSalle il y a cinq mois à peine, les pontes de cette chaîne ont constaté qu'ils étaient dans un marché en pleine... expansion! Et alors? On prévoit en ouvrir deux sur la rive sud, pratiquement autant sur la rive nord, et un sur le boulevard Saint-Laurent. Tout ça au cours des douze prochains mois.

Sachez-le, ça marche tellement bien, l'économie du seconde main, que le temps arrêté en matière d'expansion lors de l'implantation de cette chaîne a été devancé. On va précipiter le temps accordé initialement au développement de Cash Converters. C'est ça qui fonctionne bien à Montréal: l'économie informelle.

Cash Converters a été conçu en 1983 par un Australien qui s'appelle Brian Cummins. Ce qu'il y a d'intéressant, c'est la date, 1983. Pourquoi donc? Parce que 1983 c'était la sortie de la récession 1981-82. C'était la sortie de l'une des pires crises. Et c'était également les débuts de l'expérimentation des politiques économiques si chères aux monétaristes.

Notre homme, notre Brian Cummins, a eu le génie, faut bien l'avouer, d'adopter une formule commerciale aux temps nouveaux de l'économie. Une économie qui se conjugue désormais avec déflation compétitive. C'est-à-dire? La déflation machin-chose, c'est un truc qui transforme les budgets en petits budgets.

On en compte un à LaSalle. Mais on en compte déjà 300 dans le monde occidental. Et on prévoit en compter pas moins de 1000, 1000 d'ici l'an 2000. Cash Converters c'est le McDo financier de cette fin de siècle. Ça gobe tous les sous. Les cennes comme les billets.

Cash Converters, c'est aussi une église. Les employés de Cash, à moins qu'on les appelle associés comme on appelle les salariés chez Réno-Dépôt, ont le droit de lire un bouquin confectionné par les créateurs de cette compagnie. Un livre qui comprend dix commandements. Le commandement troisième stipule, en langue de rue, «t'es capable». Le numéro 7 stipule que: «Tu dois être extraordinaire.»

Avec de tels préceptes qui sont les préceptes du pawn-shop, on comprend pourquoi l'église de Jésus Christ des Saints des derniers jours, église ayant calculé que seulement 144 000 personnes échapperont au jugement dernier, se soit installée juste en face. En face des «Convertisseurs en Cash».

Il ne manque qu'une chose, aux compteurs du temps mécanique de LaSalle, c'est d'indiquer le temps qu'il faut pour se présenter juste à temps devant un quatre-roues. Un costaud qui ne ferait pas dans le détail.

EN BREF

### À VOS BACS!

(Le Devoir) — L'objectif vert de l'administration municipale franchit une nouvelle étape. Après plus d'un an d'une campagne d'information et de sensibilisation par le moyen des éco-quartiers, 90 000 nouveaux foyers montréalais seront invités dès la semaine prochaine à participer à la collecte sélective des matières recyclables. Du coup, le nombre de foyers desservis s'élèvera à 300 000. Le maire Pierre Bourque souhaite faire passer le taux de récupération des déchets domestiques de 3,6% qu'il était en 1994 à 40% d'ici 1998.

Dix-sept secteurs de la ville (nouveaux ou anciens avec un changement d'horaire) seront intégrés au parcours de collecte sélective. Lundi: Hochelaga-Maisonneuve, Louis-Hébert, Jean-Rivard. Mardi: Louis-Riel, Rosemont, Plateau Mont-Royal. Mercredi: Pointe-Saint-Charles, Saint-Henri, Honoré-Beaugrand, De Lorimier. Jeudi: Saint-Edouard, Villeray, Darlington, Marc-Aurèle-Fortin et Rivière-des-Prairies. Vendredi: Saint-Paul, Octave-Crémazie et Parc-Extension. Les citoyens doivent déposer leur bac devant leur porte avant 8h, selon l'horaire de collecte.

### PRESSION DE L'EAU

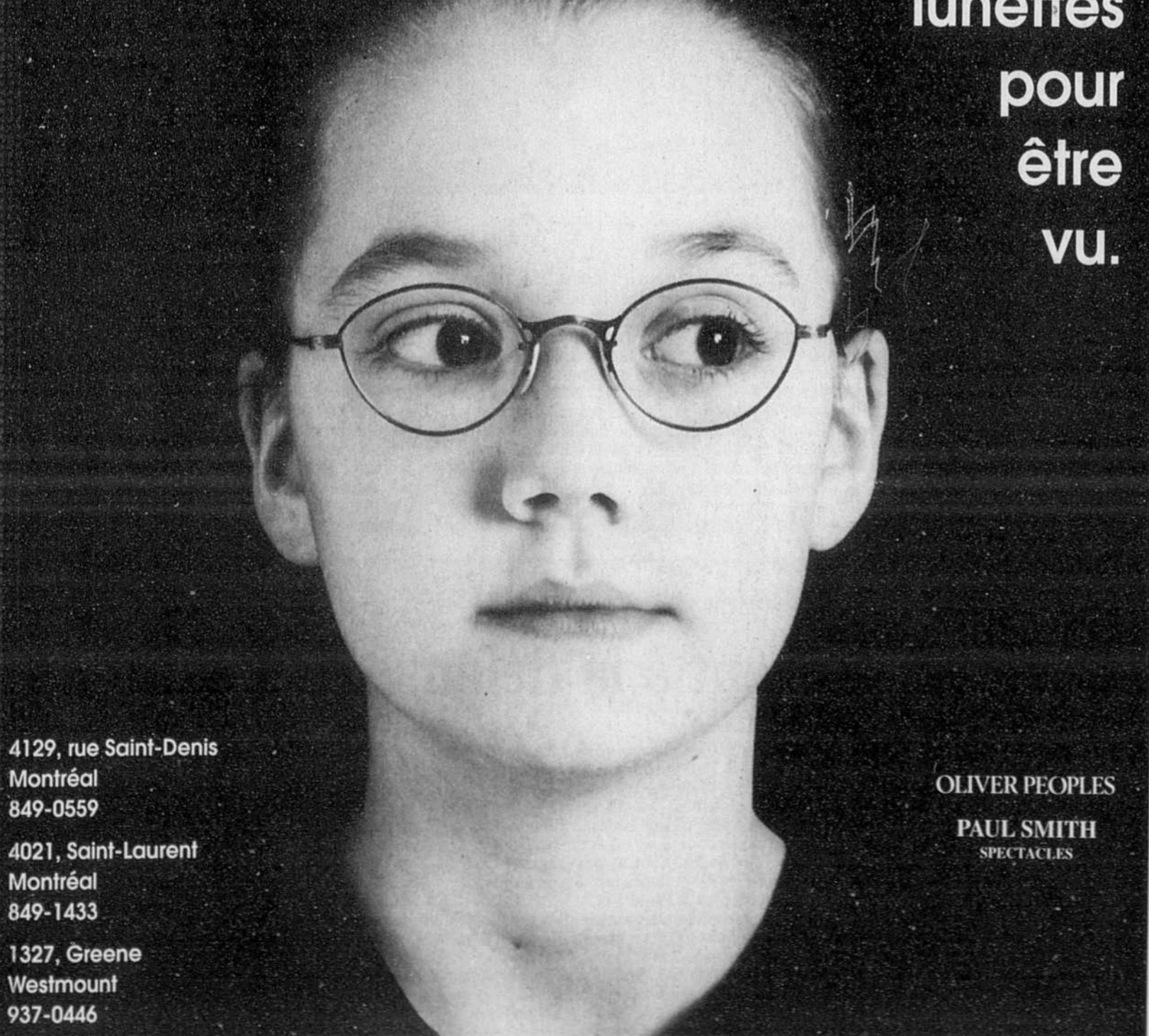
(Le Devoir) — La Ville de Montréal a entrepris hier soir des travaux de réfection d'une conduite d'eau, provoquant des baisses de pression de l'eau dans les arrondissements Rosemont-Petite-Patrie et Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension. Les travaux, qui se déroulent sur l'avenue de Chateaubriand, entre les rues de Bellechasse et Dufour, perturbent l'alimentation en eau des citoyens depuis 20h hier, et ce, jusqu'à 16h cet après-midi. La qualité de l'eau n'est en rien affectée.

### MICHEL BARRETTE VA MIEUX

(PC) — L'humoriste Michel Barrette se porte bien et pourra vraisemblablement reprendre ses activités au début du mois de novembre, après avoir subi une délicate intervention chirurgicale à l'œil gauche, jeudi, à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, à Montréal, ont fait savoir hier les autorités de l'institution. Michel Barrette a été atteint par des éclats de verre provenant d'un projecteur, vendredi dernier, lors d'une représentation au théâtre du Vieux-Clouer, à Magog. Il a subi à Sherbrooke une première intervention dans la nuit de samedi dernier. Mais une cataracte dense s'est développée et sa vision a diminué pour être réduite à la perception de la lumière.

## TOULCH

OPTOMÉTRISTES



4129, rue Saint-Denis  
Montréal  
849-0559

4021, Saint-Laurent  
Montréal  
849-1433

1327, Greene  
Westmount  
937-0446

Des  
lunettes  
pour  
être  
vu.

OLIVER PEOPLES  
PAUL SMITH  
SPECTACLES

## Circuit archéologique du Vieux-Montréal avec Pointe-à-Callière

Visitez les sites et les chantiers archéologiques du Vieux-Montréal en compagnie des animateurs-archéologues de Pointe-à-Callière. Départ du Musée, après une introduction sur le site de la pointe à Callière.

### Découvrez

- les secrets des fortifications du Champ-de-Mars
- des archéologues en plein travail d'exploration sur le site du Château Bamezay
- les vestiges d'installations portuaires datant du début du siècle sur le site du Vieux-Port

### Horaire des animations

7 septembre au 6 octobre  
Le mercredi, de 12 h à 14 h  
Les samedi et dimanche, de 14 h à 16 h

### Coût (Inscription sur place 15 minutes à l'avance)

7 \$ : Adultes  
5 \$ : Amis de Pointe-à-Callière  
4 \$ : Étudiants  
Gratuit pour toute adhésion ou renouvellement aux Amis de Pointe-à-Callière. Renseignements : 872-8431  
Réservations nécessaires pour les groupes : 872-9127

Musée d'archéologie et  
d'histoire de Montréal  
350 place Royale, angle de la Commune  
Métro Place-d'Armes

Cette activité a reçu l'appui financier de la Ville de Montréal et du ministère de la Culture et des Communications dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.



LES ACTUALITÉS



PHOTO PC

UNE CINQUANTAINE de travailleurs de la construction de l'Ontario ont participé hier à une manifestation devant l'ambassade américaine à Ottawa, en face de la colline parlementaire. Ils craignent de se retrouver sans travail si les Américains font appel à une entreprise québécoise pour construire la nouvelle ambassade des États-Unis.

Crimes sexuels

Un évêque condamné à la prison

PRESSE CANADIENNE

Vancouver — L'évêque Hubert O'Connor a été condamné hier à deux ans et demi de prison pour crimes sexuels à l'endroit de jeunes Amérindiennes alors qu'il était directeur d'un internat.

L'avocat de la défense, Chris Considine, en a appelé de la condamnation immédiatement après le prononcé de la sentence. L'évêque devra cependant passer la fin de semaine en prison en attendant que le tribunal décide s'il pourra être remis en liberté sous caution ou non.

M. O'Connor est le membre le plus haut placé de l'Église catholique au Canada à être condamné sous de tels chefs d'accusation. Le juge Wally Oppal, de la Cour suprême de Colombie-Britannique, a rejeté la requête de la défense qui demandait une peine moins sévère afin que l'évêque puisse être exempté du séjour en prison.

«Il était en position de confiance», a déclaré le juge, précisant que les victimes étaient de jeunes Amérindiennes qui le tenaient en haute estime.

Avant de recevoir sa sentence, l'évêque O'Connor a lu une brève déclaration devant la salle bondée d'autochtones. «Je suis désolé pour tous ceux qui sont concernés par cette affaire», a-t-il dit. «Si je n'avais pas transgressé mon vœu de chasteté, je ne serais pas ici aujourd'hui. Le prix est lourd à payer.»

Le juge Oppal a condamné l'évêque O'Connor à deux ans et demi pour agression sexuelle et à trois mois pour attentat à la pudeur. Les sentences doivent être purgées concurremment.

EN BREF

GRANBY: ENQUÊTE SUR LA MORT D'UN JEUNE PATIENT

(Le Devoir) — La direction du centre hospitalier de Granby mènera une enquête interne auprès du conseil des médecins pour faire toute la lumière sur les faits qui ont entouré la mort du jeune patient Christian Lizotte, décédé jeudi d'une hémorragie 24 heures après avoir reçu son congé de l'hôpital. «Nous déplorons tous cet événement, a souligné hier le porte-parole et directeur des services professionnels du centre hospitalier de Granby, le D<sup>r</sup> Michel Loyer. La direction de l'hôpital s'assurera que le dossier sera traité avec célérité et que tout sera mis en œuvre pour examiner l'ensemble des services et des soins dispensés à M. Lizotte, tant pendant son hospitalisation que lors des visites qu'il a effectuées à l'hôpital de Granby, qu'à la suite de son hospitalisation dans un autre établissement.»

LES BPC DE L'IRVING WHALE: GREEN EST INQUIET

(PC) — La Société pour vaincre la pollution (SVP) craint que des espèces marines soient contaminées par des BPC échappés de la barge Irving Whale, qui a reposé pendant près de 26 ans au fond du golfe du Saint-Laurent. Daniel Green, de la SVP, a demandé hier que le ministère fédéral de l'Environnement réalise des mesures de concentration des BPC (biphényles polychlorés) dans des espèces comme le crabe des neiges. La SVP redoute aussi qu'il faille étendre la zone d'interdiction de pêcher dans le golfe. Jeudi, le ministère fédéral indiquait que, suivant des tests des sédiments marins peu après le renflouement de la barge, en juillet, la concentration atteignait les 10 000 parties par million (ppm). La SVP signale que des 30 mesures prises, quatre donnaient un résultat allant à 10 000 ppm. Or un teneur de seulement 50 ppm est déjà considérée dangereuse par les autorités fédérales, note M. Green dans un communiqué.

Avantages sociaux

Les couples homosexuels ne sont pas à l'abri de la discrimination

Le Tribunal des droits de la personne en arrive à ce constat et demande au gouvernement d'amender la loi au plus vite

PRESSE CANADIENNE

Toronto — La protection contre toute discrimination basée sur l'orientation sexuelle qu'accorde la Loi sur les droits de la personne ne permet pas aux couples de même sexe d'obtenir les mêmes avantages sociaux que les couples hétérosexuels, a tranché hier le Tribunal des droits de la personne.

Le requérant, Niels Laessoe, un représentant des ventes d'Air Canada habitant Vancouver-Nord, espérait que le tribunal fédéral reconnaisse que la politique du fonds de pension de la compagnie aérienne était discriminatoire.

Le tribunal n'a pas retenu ses argu-

ments, soulignant qu'Air Canada avait les mains liées par la loi de l'impôt sur le revenu et celle sur les normes des prestations de pension. «L'employeur est justifié de ne pas étendre les avantages de ses pensions aux conjoints de même sexe puisque les lois fédérales le prohibent», expliquent les membres du tribunal dans leur jugement rendu public hier matin.

Le jugement adjure toutefois le gouvernement d'amender au plus vite la Loi sur les droits de la personne qui empêche des entreprises telles Air Canada d'offrir les mêmes avantages de pensions aux couples homosexuels que ceux consentis aux couples hétérosexuels.

Un porte-parole du ministère des Fi-

nances a souligné que des fonctionnaires étudiaient le jugement et que d'ici là, personne ne commenterait.

M. Laessoe, 45 ans, a entrepris son combat juridique en 1991 après avoir essayé une fin de non-recevoir de la part de son employeur qui refusait d'offrir à son conjoint les mêmes avantages sociaux que ceux offerts aux conjoints hétérosexuels. Le couple vivait ensemble depuis 1988.

Le transporteur aérien a toutefois changé d'idée en 1995 et a consenti des avantages — exceptés ceux relatifs aux pensions — aux conjoints de même sexe. Près de 200 des 18 000 employés d'Air Canada ont fait une demande pour obtenir ces avantages, qui incluent une cou-

verture dentaire et des privilèges de voyage.

M. Laessoe a indiqué en conférence de presse qu'il payait les mêmes montants pour sa pension que les employés hétérosexuels. Advenant qu'il meure, a-t-il fait remarquer, les avantages sociaux disparaissent avec lui, tandis que le conjoint d'un employé hétérosexuel peut continuer d'en bénéficier.

Le Tribunal des droits de la personne a indiqué que la décision aurait pu être différente si M. Laessoe avait eu recours à la Charte des droits et libertés pour contester la loi de l'impôt sur le revenu et celle sur les normes des prestations de pension.

Haswell révèle que l'assassinat d'un jeune Somalien a été tenu secret durant deux semaines

JOHN WARD PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Après que des militaires canadiens eurent assassiné un adolescent en Somalie, en mars 1993, l'incident a été gardé secret pendant au moins deux semaines, en partie afin de ne pas nuire à la course au leadership du Parti conservateur menée par Kim Campbell, alors ministre de la Défense nationale.

Dans le cadre de l'enquête sur les événements de Somalie, hier à Ottawa, le colonel à la retraite Geoff Haswell a déclaré que des officiers des affaires publiques de la Défense avaient largement fait la lumière sur l'incident, moins d'une semaine après celui-ci, mais qu'on leur avait dit de n'en rien révéler.

«Au bout d'une semaine, nous pensions détenir suffisamment d'informations pour pouvoir au moins publier un

communiqué complet sur ce que nous savions alors», a-t-il dit. «On ne nous a pas permis de le faire. On nous a dit d'attendre jusqu'à nouvel ordre. Il s'est passé au moins deux semaines avant qu'on nous autorise finalement à faire connaître notre version des faits.»

Selon M. Haswell, la nature du crime — pour la première fois, des militaires canadiens étaient mêlés à une affaire de torture — et la course au leadership de Mme Campbell ont provoqué ce décali.

«En raison des implications légales, en raison de la nature de l'acte, la chose a été abordée avec beaucoup de prudence. Et, bien sûr, et j'hésite à le dire, le fait que Mme Campbell, alors ministre de la Défense nationale, ait été impliquée dans une course au leadership a certainement constitué un facteur», a-t-il déclaré.

«On tenait beaucoup en haut lieu au sein du ministère

à ce que rien ne soit fait qui puisse nuire à cette course au leadership», a poursuivi l'ex-colonel lors de son témoignage.

M. Haswell a dit croire que l'ordre de se tenir coi était probablement venu de Bob Fowler, alors ministre adjoint à la Défense et actuellement ambassadeur du Canada à l'ONU.

Selon le témoin, M. Fowler tenait à exercer un contrôle de l'information et était particulièrement attentif aux besoins politiques des ministres qu'il servait.

L'ex-colonel, accusé d'avoir trempé dans l'affaire des documents falsifiés dans le cadre de l'enquête sur les événements de Somalie, a estimé que la décision de «retenir» des informations sur la mort de l'adolescent somalien s'était révélée un tournant pour l'armée, tout s'écroulant pour elle par la suite.

Les trésors de la Mary Ann Elizabeth

Le travail de restauration commence sur le butin d'un bateau de Phips coulé en 1690

RÉMY CHAREST CORRESPONDANT À QUÉBEC

306 ans après que Frontenac eut répondu à William Phips par la bouche de ses canons, les restaurateurs du Centre de conservation de Québec s'attaquent à un long travail qui permettra d'assurer la conservation des trésors historiques retirés de la Mary Ann Elizabeth, vaisseau anglais dont l'épave avait été retrouvée il y a deux ans, à Baie-Trinité, près de Baie-Comeau.

Barque d'une cinquantaine de pieds de longueur, la Mary Ann Elizabeth a sombré lors d'une tempête en 1690, à une centaine de mètres du rivage de l'anse aux Bouleaux. Recouverte par les sables et ainsi miraculeusement protégée de l'érosion causée au fil des siècles par les mouvements des marées et des glaces, l'épave a été mise à découvert par des tempêtes en 1994. Ceci a permis à Marc Tremblay, plongeur habitué du secteur, de la repérer un 24 décembre — beau cadeau de Noël! — puis de prévenir les autorités gouvernementales.

Après une première intervention de Parcs Canada visant à protéger le site au printemps 1995, les archéologues se sont mis au travail pendant l'été dernier pour effectuer une fouille systématique qui a permis de retrouver pas moins de 1652 artefacts que l'on présentait hier aux médias, à la suite de leur arrivée au Centre de conservation. Après deux mois de travail sur ce site miraculé de la célèbre tempête du 20 juillet, la plus vieille épave découverte en eaux québécoises garde encore quelques secrets. Elle sera donc recouverte et protégée en attendant de nouvelles interventions éventuelles.

D'ici là, les restaurateurs ne manqueront pas de travail pour rendre présentables les nombreux objets retirés du fleuve. Selon les estimations fournies par Kateri Morin, restauratrice en charge du projet, le nettoyage et la remise en état des artefacts (présentement conservés dans l'eau pour empêcher leur détérioration) suffirait à occuper un restaurateur pendant sept ans. Même après la répartition en cours entre divers spécialistes, il s'agira donc d'un travail de longue haleine. Les autorités du ministère de la Culture et des Communications auront également à s'interroger sur la mise en valeur et de la présentation au public des résultats de la fouille. La possibilité de ramener les artefacts vers la Côte-Nord est évoquée mais rien n'est arrêté, la priorité ayant été accordée à une récupération jugée urgente.

Les épingles retrouvées

La valeur de l'effort est démontrée par la variété inouïe des objets retirés du site, selon une liste livrée avec

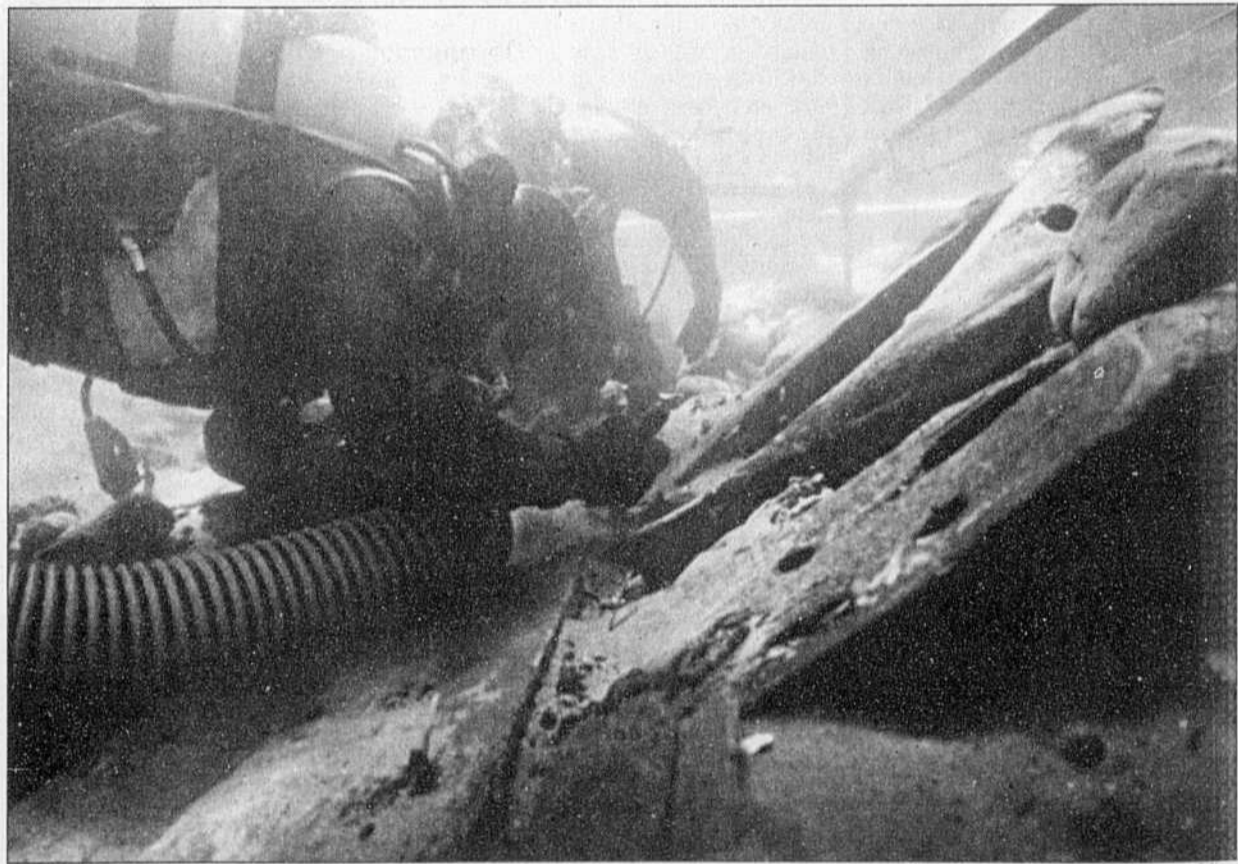


PHOTO PETER WADDELL, PARCS CANADA

Un plongeur s'affaire auprès de l'épave de la Mary Ann Elizabeth qui gît au fond de l'eau à Baie-Trinité, près de Baie-Comeau.

grand enthousiasme par Kateri Morin. Pas de lingots d'or ni de bijoux, mais une riche récolte de fusils, pistolets, balles, briques, gobelets, bouteilles, épées et couteaux, marmites, cordages, os d'animaux (mais aucuns ossements humains, les marins ayant peut-être réussi à gagner la rive) et, encore plus étonnant, des pièces aussi fragiles qu'une dizaine de souliers presque complets, une pelote de fil et de nombreux fragments textiles. La précision des fouilles était telle que les archéologues-plongeurs, travaillant en gros gants dans l'eau froide et mouvante, ont réussi à retrouver jusqu'à des épingles d'à peine deux centimètres!

Mieux encore, ces objets sont chargés d'une identité très définie. L'équipage du navire étant composé de mili-

ciens ayant emmené leurs effets personnels avec eux, on peut retracer les propriétaires de plusieurs objets par des initiales inscrites dans divers objets. Suivant des listes connues, on peut donc déterminer que la cuillère marquée «CT» appartenait à un certain Cornelius Tileston, ou encore que l'écuille marquée de «IM» et «SM» était celle de Increase Mosley, que sa femme Sarah, enceinte au départ de son mari, avait attendu jusqu'en 1703 avant de conclure à son décès et de se remarier.

Cette exceptionnelle personnalité du site, capable de redonner vie à un moment de l'histoire, est peut-être la plus grande richesse de cette découverte et ce qui rend d'autant plus primordiale sa présentation à un public nombreux.

Réforme de l'aide juridique

Des avocats se portent à la défense des démunis

PRESSE CANADIENNE

Québec — Une association regroupant une dizaine d'avocats de Québec et de Montréal réclame que le gouvernement Bouchard se ravise et n'applique pas le volet de la réforme de l'aide juridique qui prévoit l'imposition d'un ticket modérateur aux accidentés de la route et du travail gagnant 170,60 \$ et plus par semaine.

En pénalisant de nouveau les plus démunis, selon M<sup>r</sup> Jean-Paul Proulx et Me Danièle Lamy, le gouvernement a choisi de favoriser les employeurs qui n'auraient pas les contraintes financières que l'on s'apprete à mettre sur le dos des clients de l'aide juridique.

Ce chapitre du régime de l'aide juridique devait entrer en vigueur le 26 septembre prochain, en même temps que l'ensemble de la réforme, mais il a été reporté au 1<sup>er</sup> janvier 1997 en raison de contraintes informatiques.

M<sup>r</sup> Proulx estime que beaucoup de personnes seront forcées d'oublier l'aide juridique pour défendre leurs droits si le «volet contributif» est imposé.

Un nouveau règlement, adopté dans la foulée de la réforme, stipule en effet qu'une personne vivant seule et retirant un revenu hebdomadaire d'au moins 170,60 \$ paierait jusqu'à 100 \$ de contribution, celle gagnant 198 \$ débourserait jusqu'à 400 \$, dépendant des coûts des expertises nécessaires pour la cause.

Une famille monoparentale formée d'un enfant et d'un adulte devra verser 400 \$ au maximum si son revenu hebdomadaire dépasse 279 \$.

Dans un point de presse, hier, les deux porte-parole de l'association ont présenté un cas précis, celui d'une jeune femme de Québec, Marie-Josée Paradis, présente à la rencontre de presse, employée dans le secteur de la restauration.

Elle gagne 217 \$ par semaine et, a-t-elle affirmé, elle serait obligée d'abandonner sa réclamation contre la Commission de la sécurité et de la santé du travail (CSST) si elle devait payer une contribution de quelques centaines de dollars pour avoir accès à l'aide juridique.

La CSST a refusé de considérer sa maladie (le tunnel carpien) comme le résultat de son travail.

La nouvelle réglementation relative à l'imposition d'une contribution à l'aide juridique s'appliquerait également aux accidentés de la route.

«Le gouvernement économise ainsi sur deux fronts, a dit M<sup>r</sup> Proulx. D'une part, les accidentés n'auront plus les moyens de demander l'aide juridique et, d'autre part, un organisme comme la Société de l'assurance-automobile fera encore plus de bénéfices au détriment des assurés puisque ces derniers abandonneront leurs recours faute de moyens financiers pour faire valoir leurs droits.»

# LE DEVOIR

## POLITIQUE

Caucus à Pointe-au-Pic

### Le Bloc québécois veut faire flèche de tout bois lors de la prochaine session

Michel Gauthier a décidé de secouer ses députés et de les motiver en vue des élections fédérales prévues pour l'année prochaine

JULES RICHER  
PRESSE CANADIENNE

Pointe-au-Pic — Nouveau et amélioré, le Bloc québécois a l'intention de faire parler de lui lors de la prochaine session parlementaire tout en se rapprochant davantage du Parti québécois.

Selon ce que la Presse canadienne a pu entendre, le chef bloquiste Michel Gauthier a décidé de secouer ses députés, réunis en caucus à Pointe-au-Pic, et de les motiver en vue des élections fédérales prévues pour l'année prochaine.

«On va fesser dans le tas. Jean Chrétien va être occupé, les deux mains pleines, et il n'aura pas le temps de se battre contre Lucien Bouchard à Québec, parce qu'en Chambre ça va être l'enfer», a-t-il lancé jeudi lors d'une session à huis clos du caucus, qui visait à préparer la rentrée parlementaire de lundi prochain.

Il a reproché à ses députés de se comporter parfois en «séparatistes de salon».

Selon lui, ceux-ci doivent aller «au delà de la critique» et «muscler» leurs interventions. «À chaque fois à la Chambre des communes qu'on a mis de la ferveur dans la défense des dossiers, à chaque fois qu'on a foutu le bordel là-dedans, on a été aimés, reconnus par les Québécois.»

Il leur a expliqué qu'il vise 55 sièges aux Communes à l'issue des prochaines élections. Le Bloc en compte 53 actuellement. «Moi, je veux au moins 55 députés ici la prochaine fois!», s'est-il exclamé.

A son avis, la machine bloquiste est fin prête. «On a de l'argent dans le coffre et la préparation électorale



Le chef du Bloc, Michel Gauthier, en compagnie de la députée Christiane Gagnon.

est là.»

Entre-temps, il faudra aussi instaurer une meilleure communication avec le Parti québécois. «Je vous le dis tout de suite, a-t-il affirmé, je ne me chicanerai pas avec Lucien Bouchard sur la place publique. On va se coller, on va se supporter et on va essayer quand ce sera difficile (...) au moins de leur apporter un support.»

«Là, les gens vont comprendre que les souverainistes sont unis et qu'ils travaillent au delà de leur intérêt personnel, qu'ils travaillent pour la cause.»

M. Gauthier a rappelé que les

choses avaient changé depuis le départ de M. Bouchard, au début de l'année. «Depuis que Lucien Bouchard est parti, il n'y a jamais plus personne qui va tirer ce parti-là tout seul comme il l'a fait, parce qu'il l'a fondé», a-t-il souligné.

Désormais, il est temps de travailler en équipe. «Je sais que je ne suis pas Lucien Bouchard. [Mais] c'@#\$%, je ne me suis pas présenté contre Lucien Bouchard (...) L'important, c'est qu'on soit tous ensemble au prochain rendez-vous électoral (...). Le Québec veut avoir des gens vigoureux.»

Après le départ de M. Bouchard, le Bloc avait, en effet, traversé une période difficile. Les troupes étaient démotivées par la défaite référendaire et M. Gauthier avait dû rebâtir l'équipe du bureau de direction, dont les rangs étaient décimés en raison des nombreux départs pour Québec.

Hier, en conférence de presse, il a expliqué que le Bloc va se doter, pour la première fois de sa jeune histoire, d'un programme électoral.

«C'est une année extrêmement importante pour le Bloc, a-t-il dit. La véritable transition, la véritable nouvelle vie pour le Bloc commence maintenant.»

«Le Bloc était un parti éphémère qui devait ne plus exister au moment où l'on se parle. On a décidé de rester en place, il faut donc écrire, il faut donc produire du matériel.»

La première mouture du programme sera présentée au conseil général du parti le 28 septembre prochain.

Par ailleurs, sur le front des députés bloquistes qui songent à ne pas se représenter aux prochaines élections, M. Gauthier a indiqué qu'un décompte effectué à son initiative révèle que seulement un ou deux députés confirmeront officiellement leur départ.

«Toute la question de perte potentielle de députés au profit de l'Assemblée nationale étant maintenant écartée, l'équipe du Bloc risque d'être très complète lors de la prochaine élection», a-t-il expliqué.

Jusqu'à maintenant, seul Laurent Lavigne, le représentant de Beauharnois-Salaberry, a confirmé qu'il ne briguera pas les suffrages à nouveau. Pour de graves raisons de santé, un autre député pourrait également se retirer. Il n'a pas été identifié par M. Gauthier.

Le fonds de production de Sheila Copps

### Louise Beaudoin déplore l'effritement du rôle de Téléfilm

La ministre estime que les décisions touchant l'industrie de la télé se prendront à Toronto plutôt qu'à Montréal

PAULE DES RIVIÈRES  
LE DEVOIR

Téléfilm perd des plumes. Son rôle dans l'aide aux productions de télévision deviendra très minoritaire, observe la ministre de la Culture du Québec, Louise Beaudoin, après avoir examiné le nouveau fonds pour la production d'émissions canadiennes mis sur pied cette semaine par la ministre fédérale du Patrimoine, Sheila Copps.

«Téléfilm perd beaucoup là-dessus. Il n'aura plus qu'un bout de décision et il sera minoritaire [au sein du nouveau conseil d'administration de 16 personnes qui gèrera le nouveau fonds].»

Mme Beaudoin conclut également que de plus en plus, les décisions touchant l'industrie de la télé se prendront à Toronto plutôt qu'à Montréal. Et elle note qu'une fois de plus, l'analyse qui a précédé la mise sur pied de ce nouveau fonds reflète la réalité canadienne-anglaise et non pas la télévision québécoise.

Le nouveau fonds fédéral réunira les 50 millions de dollars que Téléfilm investit déjà dans la production d'émissions de télévision canadienne, les 50 millions que le Fonds des câblodistributeurs investit déjà pour stimuler l'industrie canadienne et 100 nouveaux millions qu'a dénichés Mme Copps. Cette dernière s'est également engagée à investir 100 millions la deuxième année et 50 millions la troisième année.

Les parties composant le fonds ont convenu de reconduire, pour cette année, les règles déjà en vigueur en matière d'aide aux productions télé. Ainsi, même s'ils seront représentés au sein du même organisme, Téléfilm Canada et le Fonds des câblodistributeurs conserveront l'un et l'autre leurs critères dans l'étude des projets qui leur sont soumis. Alors que Téléfilm étudie le contenu de chaque émission proposée, la philosophie du Fonds des câblodistributeurs est celle du «premier arrivé, premier servi».

C'est d'ailleurs en invoquant le maintien de ces règles que le président de Téléfilm, François Macerola, se disait heureux de cette nouvelle union entre les secteurs privé et public. Ce que le président de Téléfilm ne précise pas, c'est que les règles seront rediscutées l'année prochaine.

Pour sa part, la ministre québécoise de la Culture s'inquiète de la composition du conseil d'administration, qui ne fait place qu'à quatre Québécois. Elle remarque également que la

présidence du conseil d'administration du nouveau fonds échoit à Phil Lind, qui dirige le Fonds des câblodistributeurs et dont le siège est à Toronto.

Mme Beaudoin se demande également en quel honneur le gouvernement fédéral est représenté sur ce conseil d'administration, car cela réduit considérablement, à son avis, la longueur du «arms' length», soit la distance que gardent habituellement les gouvernements d'ici vis-à-vis des organismes d'aide qu'ils mettent sur pied. «Je ne suis pas assise à la SO-DEC [Société de développement des entreprises culturelles], moi», dit-elle.

De là à conclure que Mme Copps pourrait imposer sa vision de la culture à ceux qui décident de donner ou ne pas donner de l'argent, il n'y a qu'un pas que Mme Beaudoin franchit facilement.

«Connaissant la croisade de Mme Copps en faveur du Canada, je ne suis pas sûr que ses fonctionnaires résisteront à la tentation d'imposer sa vision de la culture canadienne», faisait remarquer Mme Beaudoin, hier, au cours d'un entretien téléphonique.

Renseignements pris, le gouvernement fédéral a décidé de ne garder qu'un seul des quatre sièges qui lui étaient initialement dévolus. Les trois autres seront occupés par un représentant des distributeurs, un représentant de Téléfilm Canada et un producteur québécois. Trois sièges seront réservés par ailleurs à des membres du Fonds des câblodistributeurs, trois autres à des entreprises de radiodiffusion privées, un à Radio-Canada-CBC (le directeur des programmes, Charles Ohayon l'occupera), un à un porte-parole de la télé éducative, un autre à une chaîne spécialisée et trois autres à des associations de producteurs privés (Louise Baillargeon, présidente de l'Association des producteurs de film et de télévision du Québec, aura un des trois sièges).

Une chose est certaine, le poids de l'entreprise privée dans les décisions relatives aux productions augmente. Et ce ne pourrait être qu'un début puisque les entreprises par satellites et celles de télécommunications seront elles aussi appelées à investir un pourcentage de leurs revenus dans la production lorsqu'elles seront implantées dans le monde de la télévision. Et elles auront elles aussi leur siège au conseil d'administration du nouveau guichet unique de gestion d'aide aux productions télé.

De passage à Paris

### Pettigrew dénonce le «souverainisme diviseur»

MICHEL DOLBEC  
PRESSE CANADIENNE

Paris — Le ministre fédéral Pierre Pettigrew a dénoncé hier à Paris le «souverainisme diviseur» dans un vibrant plaidoyer en faveur de l'unité nationale canadienne.

Dans un discours prononcé au terme d'une visite de trois jours dans la capitale française, le ministre de la Coopération internationale et de la Francophonie a déclaré que les Québécois ont fait un «choix clair» lors du référendum même si le résultat a été

très serré. «Ils ont fait le choix profondément sage de continuer de s'épanouir dans un Canada uni», a-t-il déclaré, estimant du même souffle qu'ils s'en tiendront à la même attitude «au cours des prochaines années».

«Le nationalisme est une force qui est essentielle au Québec, mais c'est une force qui doit nous rassembler en nous donnant un objectif commun, qui est celui de notre épanouissement collectif et individuel, a dit M. Pettigrew dans un discours devant une soixantaine d'hommes d'affaires et de diplomates réunis par le club France-

Amérique. Le nationalisme québécois doit nous rassembler comme il nous a rassemblés dans les années 60 pour nous libérer de la Grande Noirceur. Il est important aujourd'hui de retrouver un nationalisme québécois qui intègre l'ensemble de la population et pas seulement les gens de souche. Le nationalisme peut être rassembleur. C'est le souverainisme qui est diviseur, qui est en train de nous épuiser et qui nous retarde par rapport à la marche qui attend notre peuple au XXI<sup>e</sup> siècle.»

Le ministre a eu des mots très durs

envers le projet souverainiste, «nombriériste» et «dépassé». Selon lui, les souverainistes font fausse route en proposant, comme dans les années 60, de construire un nouvel État alors que dans le «monde complètement différent» où nous vivons, «l'essentiel se fait en marge de l'État». «Le nationalisme, vital et essentiel à notre avenir, se tromperait s'il s'investissait dans la construction d'un État, a encore dit M. Pettigrew. Il serait plus utile s'il canalisait son énergie dans les forces transnationales qui sont au cœur de la mondialisation.»

**COURS DE VIOLON**

MAITRE SEVADJIAN

Petits et grands dès l'âge de 3 ans et adultes de tout âge.

335-1798

**L'Internet communautaire**

Atelier d'initiation avec Hubert Simard, Président d'Internautica. Inscription : avant le 2 octobre.

Date : mardi 8 octobre 1996 de 9h00 à 16h00. Durée : 6 heures. Coût : 90\$.

**Être médiatisé en six heures**

Apprendre à communiquer avec les médias avec Sylviane Gagnon, communicatrice. Inscription : avant le 20 septembre.

Date : jeudi 26 septembre 1996 de 9h00 à 16h00. Durée : 6 heures. Coût : 90\$.

Centre St-Pierre

**Contribution d'Hydro-Québec au Don de la Solidarité du Saguenay**

En plus d'avoir porté secours à de nombreux résidents du Saguenay lors du sinistre de juillet dernier, les employés d'Hydro-Québec se sont rapidement mobilisés pour rétablir l'alimentation électrique dans tous les foyers de la région et ainsi atténuer les inconvénients causés par cette catastrophe. Le rebranchement des résidences reconstruites sera aussi effectué gratuitement.

Des milliers d'employés et de retraités ont par ailleurs contribué à une levée de fonds. La somme recueillie a été doublée par l'entreprise et totalise 412 870 \$. Du matériel de 50 000 \$ sera aussi offert aux organismes communautaires de la région.

Hydro Québec

0001

6 SEPTEMBRE 1996

PAYEZ À SOCIÉTÉ CANADIENNE DE LA CROIX-ROUGE

LE DÉPÔTE DE DONS DE SOLIDARITÉ DE LA CROIX-ROUGE

QUATRE CENT DOUZE MILLE HUIT CENT SOIXANTE-DIX \$ 412,870.00

PAR LE PERSONNEL ET LA DIRECTION D'HYDRO-QUÉBEC

Dans un geste de solidarité, les représentants régionaux du syndicat et de la Direction d'Hydro-Québec remettent le chèque symbolique. Dans l'ordre habituel : Muriel Masse et Jocelyn Ainsley, représentants syndicaux; Richard Gagné de la Croix-Rouge; Roger Bérubé, vice-président Saguenay, Hydro-Québec; Mgr Jean-Guy Couture, président du comité central du Fonds de la solidarité du Saguenay; Jean-Yves Blackburn, représentant syndical et Donald Harvey, de la Croix-Rouge.

La Société canadienne de la Croix-Rouge

Division du Québec

**COMBATTRE LES VIOLATIONS ET NON LES SUBIR**

**MEXIQUE**

Manuel Manriquez San Augustin, militant pour les droits des Indiens Otomi. Condamné à 24 ans de prison. Seule preuve: une confession arrachée sous la torture.

AMNISTIE INTERNATIONALE

(514) 766-9766

A paraître sous peu

Un ouvrage unique au monde et d'une très grande utilité

**DICTIONNAIRE DES ACRONYMES, DES SIGLES ET DES ABRÉVIATIONS**

500 pages

par Jean Saint-Amour

Né à Montréal, Jean Saint-Amour a fait ses études classiques au collège de l'Assomption. C'est à l'Université de Montréal qu'il reçoit sa formation en sciences sociales, économiques et politiques. Membre du Conseil général de la Société St-Jean-Baptiste de Montréal pendant plusieurs années, il a également été trésorier du Prêt d'Honneur de cette société.

Au conseil d'Expansion économique (CEE), son expérience a servi à la publication du répertoire de l'ICAF (industries canadiennes-françaises). Il a été pendant plusieurs années directeur général du Conseil des Hommes d'affaires québécois (CHAQ).

Il est actuellement Fiduciaire de la Fondation Édouard-Montpetit.

GUÉRIN, éditeur ltée

4501, rue Drolet, Montréal (Québec) H2T 2G2

Téléphone: (514) 842-3481

Télécopieur: (514) 842-4923

**Les maladies inflammatoires de l'intestin.**

Seule la douleur est prévisible.

Fondation canadienne des maladies inflammatoires de l'intestin

Crohn's and Colitis Foundation of Canada

Avec votre aide, nous trouverons un traitement curatif.

1 800 461-4683

LE DEVOIR

## LE MONDE

Les Bosniaques aux urnes

## Trois ennemis pour une Bosnie unie

La présidence tricéphale qui sera élue devra empêcher la partition du pays. Le voudra-t-elle ?

Sarajevo (AFP) — Trois ennemis — potentiels ou déclarés — devraient être élus aujourd'hui à la tête de la Bosnie avec la mission apparemment impossible de préserver l'unité du pays.

Avec la victoire annoncée des partis nationalistes, le Musulman Alija Izetbegovic, le Croate Kresimir Zubak et le Serbe Momcilo Krajsnik ont toutes les chances de composer le triumvirat qui incarnera la Bosnie d'après-guerre.

La présidence tricéphale est avec le Parlement l'une des deux institutions communes censées empêcher une partition définitive du pays. «L'attelage sera hétéroclite, ça va tirer de tous les côtés et la mauvaise volonté devrait être également partagée», prédit un diplomate occidental en poste à Sarajevo.

## Vote musulman divisé

Mathématiquement, il ne serait pas impossible que le prochain président en titre de la Bosnie — celui qui aura obtenu le plus de voix parmi les trois, selon l'accord de paix — soit le serbe Krajsnik, le vote musulman risquant d'être divisé entre Izetbegovic et son principal ri-

val, l'ancien premier ministre Haris Silajdzic.

Krajsnik, l'actuel chef du Parlement des Serbes, et le président bosniaque Alija Izetbegovic, se connaissent bien pour avoir été élus aux premières élections multipartites de 1990. Ils étaient considérés presque comme des amis avant que la guerre n'éclate. Pour l'éviter, Krajsnik proposa un ultime marché en avril 1992 à Izetbegovic: la division de Sarajevo en deux, un côté serbe, un côté musulman. Izetbegovic refusa et Krajsnik quitta la capitale bosniaque pour ne jamais revenir.

Désormais, Krajsnik, qui est le principal artisan de la politique de la Republika Srpska (RS), et Izetbegovic ont des conceptions totalement opposées de l'avenir du pays.

Le premier exclut toute vie commune entre les trois communautés et veut unir rapidement l'«Etat» des Serbes de Bosnie à la Serbie, en violation flagrante de l'accord de paix de Dayton.

A l'inverse, Izetbegovic pense que la survie des Musulmans passe par une reconquête des territoires perdus. «Je m'attends à des difficultés particulières, si les Serbes sont représentés par Krajsnik», a confié

jeudi soir le président bosniaque.

«Les Serbes vont tout faire pour que la présidence soit la plus faible possible tandis que les Musulmans chercheront à la renforcer», prédit un diplomate.

Le «troisième homme» de cette présidence tournante de deux ans, le Croate Kresimir Zubak, est l'actuel président de la Fédération croato-musulmane, une alliance suscitée par les Etats-Unis mais où domine la méfiance plutôt que la coopération.

## Liens avec la mère patrie

M. Zubak a encore appelé cette semaine les Croates de Bosnie à «renforcer leurs liens avec la mère-patrie, la Croatie». Pour les Croates, qu'un violent conflit a opposé aux Musulmans en Bosnie centrale en 1993-1994, l'accès à la présidence représente une importante avancée: ils seront traités à égalité à ce niveau avec les Serbes et les Musulmans alors que leur communauté est la plus petite de Bosnie (17 % environ de la population selon le dernier recensement).

«Izetbegovic va se retrouver avec les mêmes prérogatives

que Zubak qui ne sera plus son subordonné. Le pouvoir du président bosniaque va être divisé en trois après ces élections», souligne un diplomate.

Ce partage risque en effet d'être difficile: depuis le début de la guerre en avril 1992, Izetbegovic n'a jamais cédé sa place alors que la présidence bosniaque était théoriquement tournante.

Selon la Constitution, la nouvelle présidence tricéphale «doit s'efforcer d'adopter par consensus ses décisions» et les entités (RS et Fédération) disposent d'un droit de veto.

Même si ses pouvoirs sont relativement limités puisqu'elle s'occupe essentiellement de politique étrangère, elle a un rôle important dans la phase de départ qui suivra les élections en particulier vis à vis du gouvernement.

«Je pense que nous nous comporterons chacun comme les représentants de nos peuples», a déjà prédit le croate Kresimir Zubak.

Un parti pris qui annonce des discussions sans fin lorsque la présidence sera saisie de questions aussi symboliques que le dessin du futur drapeau ou la couleur du nouveau passeport bosniaque.

## Trois millions de réfugiés

Les élections ne vont pas contribuer au respect du droit de chacun à retourner là où il vivait

RÉMY OURDAN  
LE MONDE

Sarajevo — Près d'un an après la signature de l'accord de paix, trois millions de Bosniaques attendent toujours de retrouver le foyer où ils vivaient au printemps 1992.

Chassés par les combats et la politique de «purification ethnique» des nationalistes, ils vivent soit dans une autre région de Bosnie-Herzégovine (1,3 million), soit en Serbie ou en Croatie (700 000), soit ailleurs dans le monde (un million).

En outre, la paix n'a pas mis fin aux déplacements forcés de population, puisque des expulsions ont encore lieu chaque jour. L'absence totale de liberté de mouvement et l'impossibilité de retour des réfugiés de-

meurent les violations majeures du traité de paix.

Les élections ne vont pas contribuer au respect du droit de chacun de retourner là où il vivait. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a reconnu que, sur les trois millions de Bosniaques qui doivent prendre part au scrutin le 14 septembre, 400 000 ont rempli un formulaire spécial leur permettant de voter dans la ville où ils se sont réfugiés, ou dans une nouvelle ville de leur choix.

## «Manipulations»

Les partis bosniaques ont qualifié ces inscriptions massives de «manipulations», mais elles ont été prévues par l'accord de Dayton et donc intégrées par le code électoral rédi-

gé par l'OSCE. Les séparatistes serbes et croates ont profité du règlement afin d'achever leur politique de séparation ethnique des communautés, et d'entériner leurs conquêtes territoriales.

«Il existe une volonté de créer des entités ethniques homogènes», commente Ariane Quentier, porte-parole du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR). Les nationalistes tentent, hier par la purification ethnique et aujourd'hui par des manipulations électorales, d'entériner une domination politique dans les territoires conquis durant la guerre.» Mme Quentier remarque que «le

processus électoral a été avalisé par les trois camps».

Les réfugiés, essentiellement des gens d'origine rurale, se sont précipités dans les villes, elles-mêmes vidées après des exodes vers des pays étrangers. La structure sociale de la Bosnie a donc été profondément modifiée.

La paix  
n'a pas  
mis fin  
aux  
déplacements  
forcés des  
populations

Outre les affrontements entre citoyens et campagnards, cette situation a placé les réfugiés dans un état de dépendance quasi totale vis-à-vis du pouvoir. Les partis nationalistes gèrent directement l'accès à l'emploi, le droit au logement et la distribution de l'aide humanitaire.

Cela a notamment permis aux Serbes de forcer des réfugiés à s'inscrire sur des listes électorales dans des villes anciennement à majorité musulmane. 42 000 nouveaux électeurs se sont ainsi inscrits à Brcko, 29 000 à Banja Luka, 24 000 à Srebrenica, 23 000 à Doboj et à Zvornik, 20 000 à Prijedor.

## Démunis face aux enjeux politiques

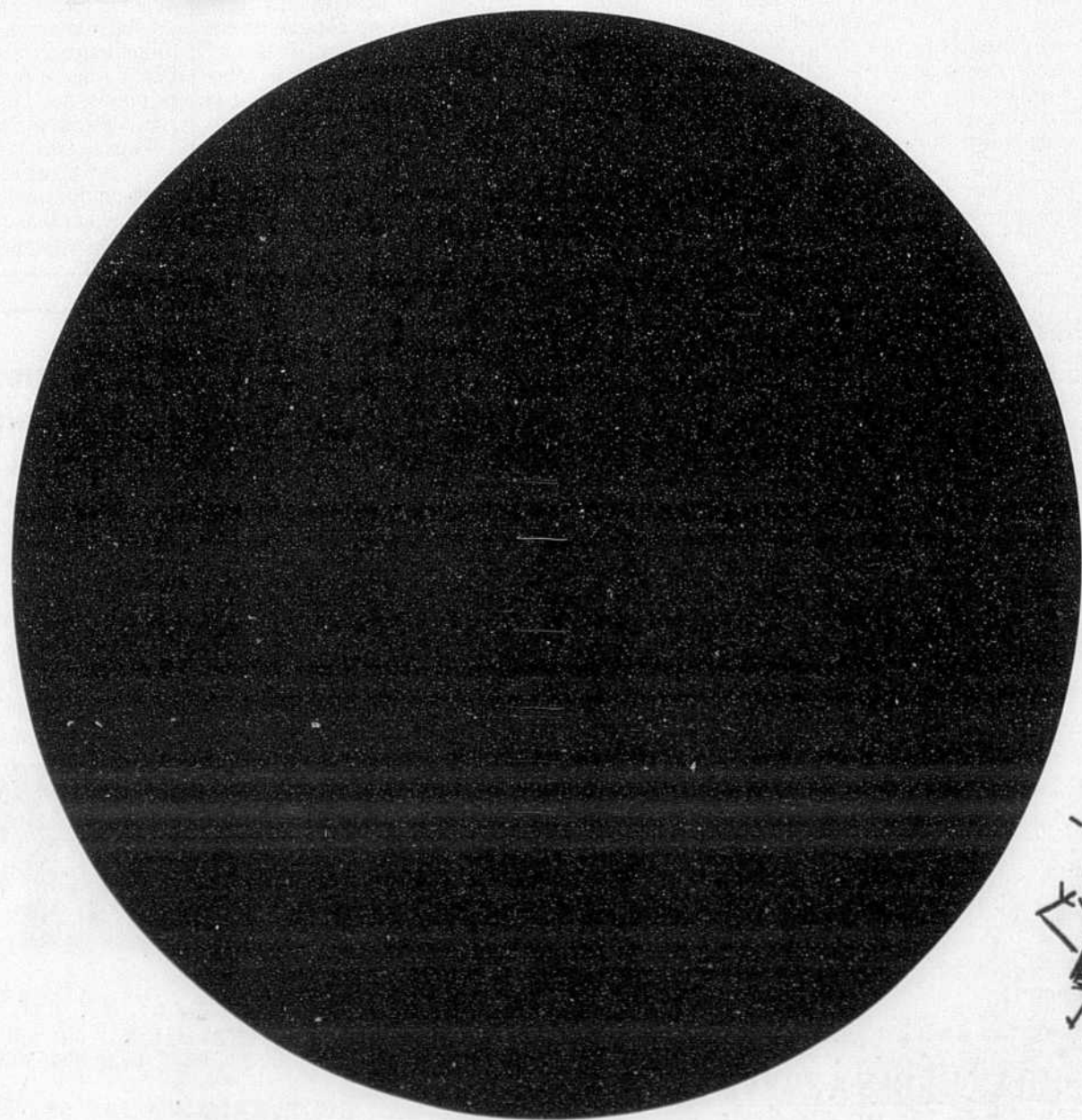
Les Croates ont également utilisé cette méthode dans les cantons de Stolac, de Jajce et de Capljina. Le gouvernement bosniaque a en revanche conseillé aux Musulmans de s'inscrire dans les endroits où ils vivaient autrefois.

Les réfugiés, absolument démunis face aux enjeux politiques, sont

devenus des pions entre les mains des stratèges de la division ethnique. Le HCR a d'ailleurs menacé de quitter la République serbe (RS), tant la politique y est contraire aux engagements pris à Dayton. «Bijana Plavsic — présidente par intérim de la RS — a expliqué que l'annexe de l'accord de Dayton portant sur les questions humanitaires était plus théorique qu'autre chose, ajoutant qu'elle ne voyait aucune chance pour un retour des réfugiés dans un avenir proche», a indiqué un porte-parole du HCR.

La guerre s'était faite d'abord contre les civils (70 % de la population bosniaque a été déportée) et la paix ne paraît pas corriger ce constat, bien au contraire.

## SuperPoints



## • LE MONDE •

EN BREF

## OKINAWA: UNE SOLUTION

Tokyo (AFP) — Le gouverneur d'Okinawa, Masahide Ota, a annoncé hier que les autorités de la préfecture d'Okinawa acceptaient d'entamer les procédures visant à exproprier les propriétaires hostiles à la présence américaine. Ce différend qui l'opposait aux autorités de Tokyo durait depuis près d'un an. Il avait décidé de refuser les injonctions du gouvernement de signer les baux après le viol d'une écolière de 12 ans par trois GI en septembre 1995. Cette affaire avait suscité les plus grandes manifestations anti-américaines dans l'île depuis la restitution d'Okinawa au Japon en 1972. Okinawa tenu dimanche d'un référendum. Près de 90 % des électeurs se sont prononcés pour une réduction des installations militaires américaines dans l'île.

## RÉFÉRENDUM MAROCAIN

Rabat (Reuters) — Les quelque 12 millions d'électeurs marocains se sont massivement mobilisés hier pour approuver par référendum une série de réformes constitutionnelles et la division du Parlement en deux chambres. La victoire du «oui» ne faisait guère de doute, les partis soutenant le gouvernement ainsi que ceux d'opposition ayant appelé à soutenir les réformes, jugées comme un pas vers la décentralisation du pouvoir et l'aide au développement rural. La Chambre basse serait quant à elle élue au suffrage direct. Pour l'instant, un tiers du Parlement actuel est désigné au scrutin indirect.

## COCALEROS: UN ACCORD

Bogotá (Le Devoir) — Après 47 jours de protestation des cococaleros du département de Caquetá (Colombie) et des affrontements qui ont fait six morts et au moins 70 blessés, un accord vient d'être conclu entre le gouvernement colombien et les représentants de ces fermiers (plus de 25 000) qui avaient convergé vers la capitale départementale, Florencia. L'armée a soutenu que les protestataires étaient manipulés par les narcotraficants et par les guérilleros. L'accord intervenu tard jeudi prévoit le versement d'environ 4000 dollars par hectare pour l'éradication de produits illicites (feuilles de coca). Une commission de surveillance veillera à l'application de l'accord qui, selon Amparo Ossa, gouverneur de Caquetá, élimine la fumigation projetée si les fermiers respectent l'accord intervenu, lequel inclut un plan de développement régional d'environ 18 millions de dollars. Un autre accord a été signé il y a peu avec les cococaleros du département de Putumayo.

## MEXIQUE: ARRESTATION

Mexico (AFP) — Le directeur et propriétaire du quotidien mexicain *El Universal*, le plus ancien du Mexique et l'un des plus influents, a été interpellé puis incarcéré hier matin sous l'accusation officielle d'évasion fiscale. Selon le ministère des Finances, le directeur du journal, Juan Francisco Ealy Ortiz, aurait détourné quelque 5,4 millions de dollars dans ses déclarations au fisc. Le quotidien a estimé en revanche, dans un communiqué, que cette mesure constituait «le point culminant d'une série de pressions gouvernementales exercées récemment contre la ligne pluraliste et démocratique du journal».

Pèlerinage à la source du Pô

## La marche pour la Padanie indépendante

L'initiative sécessionniste rencontre l'indifférence des autorités italiennes

Pian del Re (AFP) — Le chef de la Ligue du Nord, Umberto Bossi, a entamé hier sa longue marche pour l'indépendance de la Padanie, région nord de l'Italie, en prélevant un peu d'eau de la source du Pô.

«Cette eau est transparente comme notre projet: l'indépendance de la Padanie», a lancé, visiblement ému, Umberto Bossi devant deux cents militants enthousiastes.

La première manifestation pour marquer l'indépendance de la Padanie n'a pas rempli les espoirs de la Ligue du Nord qui avait annoncé qu'elle attendait au moins 1500 personnes à Pian del Re, un plateau situé à plus de 2000 mètres d'altitude, à 70 kilomètres au sud-ouest de Turin.

## Une fiole d'eau

Le chef de la Ligue du Nord, ruban rose à la boutonnière, a rempli d'eau du Pô une fiole réalisée spécialement par un maître verrier de Murano, en expliquant qu'il la transportera jusqu'à Venise où il proclamera demain «la naissance de la République fédérale de Padanie».

«Cette eau est à nous. Ce pays est à nous. Vive la Padanie libre», a-t-il affirmé le faisant le «V» de la victoire.

Venus en famille, les militants de la Ligue du Nord ont réservé un accueil de chef d'Etat à leur héraut, scandant son nom jusqu'à l'épuisement.

Des dizaines de drapeaux du nouvel Etat — un edel-

weiss vert stylisé sur fond blanc — rivalisaient avec les étendards du Piémont et de la Lombardie.

«Cette fois, avec Bossi, nous gagnerons», estime une femme d'une cinquantaine d'années vêtue d'une chemise verte de la «Garde nationale» de Padanie. «Il faut bien que le gouvernement nous entende maintenant. Nous sommes des pacifistes mais nous sommes prêts à prendre les armes pour la liberté de la Padanie», renchérit son mari, ouvrier à Sestrières.

«Ça suffit. On nous écrase d'impôts. On ne croit plus dans les politiciens de Rome qui depuis des années nous promettent le fédéralisme», ajoute-t-il. «Puisqu'à Rome ils ne comprennent que la mafia, nous aussi nous pouvons leur montrer ce dont nous sommes capables», poursuit-il.

Dans la vallée, l'indifférence des Piémontais était visible. Aucune affiche en faveur de la Ligue dans les rues des villes et des villages. La journée a été semblable à toutes les autres.

Les premières images d'Umberto Bossi à la télévision font sourire les habitués d'un café de Cavour, localité le long du Pô. «Les gens de la Ligue n'aiment personne, surtout pas les Italiens», confie un étudiant de Paesana, ville de la plaine d'où a démarré hier soir le cortège de voitures qui a accompagné Umberto Bossi jusqu'à Moncalieri, dans la banlieue de Turin pour la première grande réunion publique de la

marche pour l'indépendance.

Une centaine de policiers et de carabinieri avait été mobilisée à Pian del Re pour une journée qui s'est finalement déroulée sans incident. «Le seul problème que nous avons rencontré, ce sont des touristes déçus de ne pas pouvoir aller jusqu'à la source du Pô», explique un maréchal des carabinieri.

## Navettes payantes

Pour contrôler «l'afflux» du public vers la source du Pô, la Ligue du Nord avait mis en place un système de navettes payantes (6 dollars, et empêchait le passage des voitures particulières).

Devant l'arrêt des navettes, deux militants, plus indépendantistes qu'Umberto Bossi, avaient choisi de manifester à leur manière en proclamant sur une banderole: «La Padanie c'est trop grand, autonomie des communes».

Le président du Conseil italien Romano Prodi a exprimé hier à Bari, le désintérêt du gouvernement pour l'initiative d'Umberto Bossi en affirmant que «son gouvernement ne se laissera pas distraire par des projets politiques qui n'ont pas de racines dans le passé, et pas de perspectives d'avenir».

Selon un sondage d'opinion publié vendredi, 85,6 % des Italiens sont opposés à la sécession du nord de l'Italie, mais 52,9 % sont favorables à un Etat fédéraliste.

Quotas féminins

## Guerre des sexes au Parlement indien

L'attribution d'un tiers des sièges aux femmes semble compromise

New Delhi (AFP) — Un débat sur un projet de loi visant à réserver aux femmes un tiers des sièges au Parlement indien a tourné à la guerre des sexes hier et l'adoption du texte paraissait compromise.

Hommes d'un côté et femmes de l'autre se sont affrontés à la chambre basse sur le projet d'amendement constitutionnel, ce qui a provoqué un ajournement des travaux.

Le vote a été reporté à la soirée, mais de nombreux députés ont annoncé qu'ils n'y prendraient pas part, devant retourner dans leurs circonscriptions. En l'absence d'un quorum, le vote sur le projet avait de fortes chances d'être reporté à décembre, la session parlementaire s'achevant vendredi soir et ne reprenant qu'à la fin novembre, ont estimé plusieurs parlementaires.

«On s'est moqué de nous. Personne ne nous prend au sérieux», a lancé Mme Mamata Banerjee, une parlementaire connue pour ses interventions virulentes.

«Cela montre bien l'attitude des hommes à notre égard. Nous n'allons pas nous laisser faire. Pour le moment, tout cela ressemble à une farce», a-t-elle ajouté.

Face à l'obstruction masculine, les 39 femmes siè-

geant à la chambre basse ont manifesté leur solidarité féminine en quittant les bancs de leurs partis pour s'asseoir ensemble au centre de l'assemblée et réclamer que le vote ait lieu «immédiatement». La chambre basse (Lok Sabha) compte 545 sièges.

Mme Banerjee et ses consœurs avaient demandé que l'on passe au vote sans débat, mais certains de leurs collègues masculins ont fait valoir que l'amendement était trop important pour être adopté dans la précipitation.

«Le projet comporte des défauts techniques qui doivent être corrigés», a ainsi fait valoir M. George Fernandes, du Samata Party (parti de l'égalité). «C'est une manœuvre politique pour attirer les votes féminins avant les prochaines élections provinciales. Le ciel ne va pas nous tomber sur la tête si nous ne votons pas aujourd'hui», a-t-il ajouté.

## Marche arrière

Le premier ministre, H. D. Deve Gowda, qui avait promis la veille d'assurer le passage de l'amendement, s'est défendu de faire marche arrière. «Il n'y a pas de raisons de douter des intentions du gouvernement. Je lance un ap-

pel sincère pour le passage de ce texte. Nous ne reviendrons pas sur notre décision», a-t-il dit.

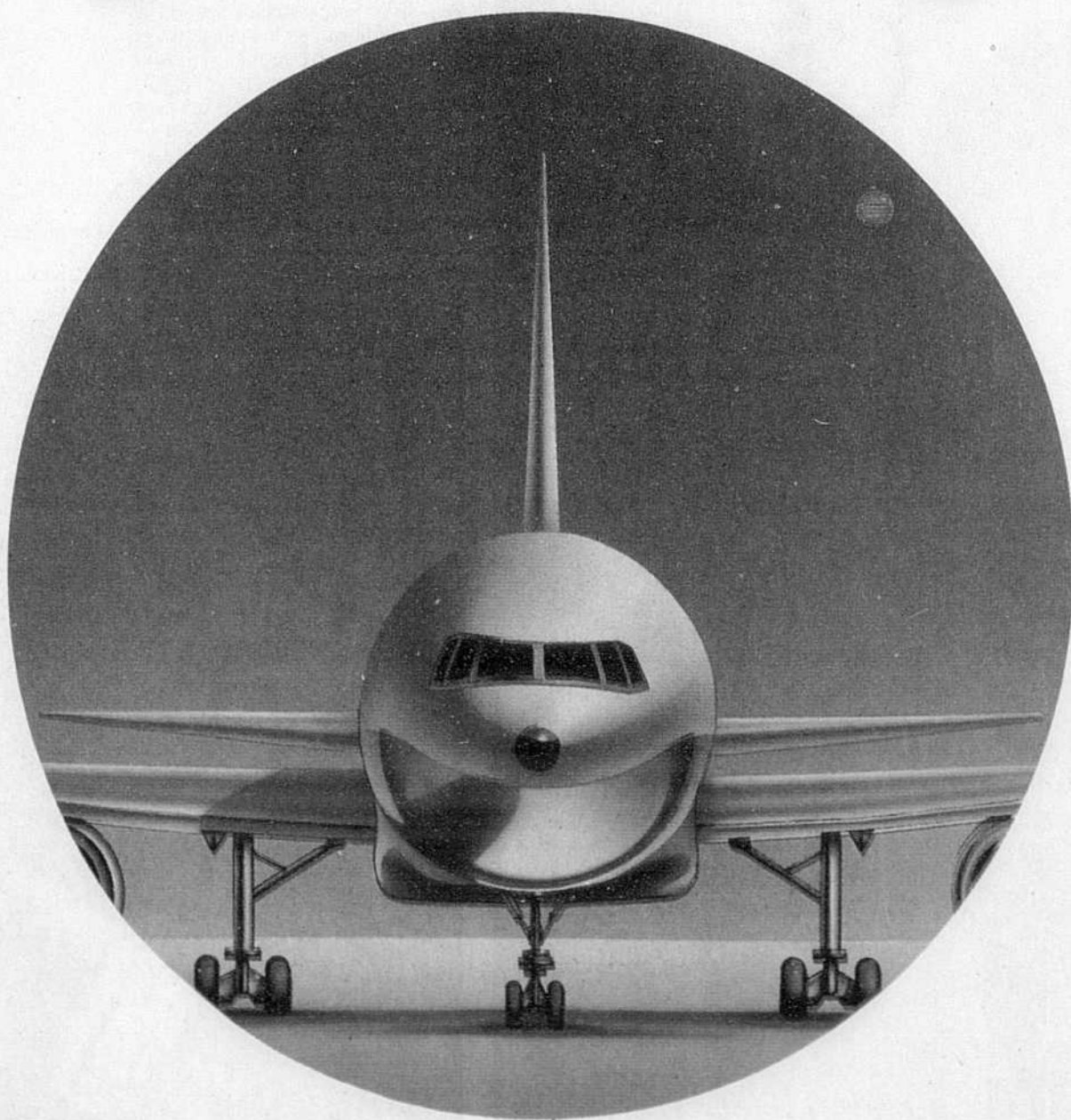
Il a toutefois ajouté qu'il avait présenté le projet jeudi à la demande d'une parlementaire, mais qu'il pensait lui aussi qu'un amendement constitutionnel ne devait pas être adopté à la va-vite.

Le projet prévoit de réserver aux femmes 33 % des sièges au parlement fédéral ainsi que dans les assemblées législatives des 25 Etats de l'Union indienne. Les femmes n'y sont pour l'instant que très minoritaires et il n'y a qu'une seule femme parmi les 35 membres du gouvernement de M. Gowda.

Reflétant l'attitude de certains de ses collègues, M. Madhukar Satpoddar, député de la formation ultra-nationaliste hindoue Shiv Sena, a estimé qu'une «simple loi comme celle-là ne pouvait changer l'attitude des hommes vis-à-vis des femmes».

Parmi les défenseurs de la cause féminine figurait un célibataire, M. Atal Behari Vajpayee, qui a dirigé un gouvernement nationaliste hindou pendant 13 jours en mai dernier. «Adoptons cette loi. Il faut soutenir les femmes. Je ne vois pas où est le problème», a-t-il lancé.

## Supersonique



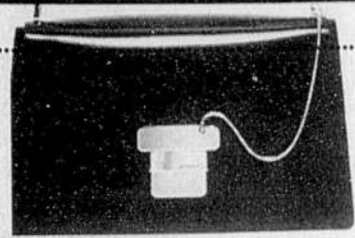
Avec son nouveau programme de reconnaissance SuperPoints<sup>MC</sup>, Bell vous fait prendre l'air. Chaque interurbain vous permet d'accumuler des points que vous pouvez ensuite convertir, entre autres, en primes de voyage. Voilà une super idée pour les clients de l'interurbain Bell qui en veulent encore plus. Pour connaître les autres options et vous abonner gratuitement, appelez-nous.

1 800 463-7131

# MODE

LE DEVOIR. LES SAMEDI 14 ET DIMANCHE 15 SEPTEMBRE 1996

Le sac se fait impeccable.



SOURCE GUCCI

## Les tendances s'expliquent!

Retour du look militaire, des chaussures à bout carré, des costumes en polyester, des pulls à rayures chamarrées: les créateurs sont-ils en panne d'imagination ou détenteurs d'une vision qui nous échappe? Une spécialiste des tendances internationales nous apporte des réponses... et matière à réflexion.

HÉLÈNE PÂQUET  
COLLABORATION SPÉCIALE

Qu'est-ce qui fait craquer subitement les jeunes pour des pantalons à carreaux dignes du pire des beaux? Comment expliquer les défilés pris d'assaut par le disco, les chemises en fortrel et les sandales plate-formes... qu'on ovationne? Au train où la mode recule, vous dites-vous probablement, nous franchissons le siècle en dansant le *Mashed Potatoes* en crinoline et cardigan. Mais ce n'est pas l'avis de Chantal Gagnon, aux commandes de Chantal Gagnon Concept, une boîte spécialisée en tendances mode, dont la mission consiste à repérer les tendances pour préciser ce qui influencera la mode de demain. «Nous synthétisons tous les courants, tant ceux de la rue que ceux qui émergent des créateurs, pour permettre aux gens de comprendre ce qui se passe, explique-t-elle. Notre clientèle est composée de manufacturiers et de créateurs de mode qui doivent travailler aujourd'hui avec les idées de demain.»

Cet automne, la mode est en déroute et surprend les gens comme vous et moi. Même des bousoles infaillibles comme le tailleur semblent prêtes à perdre le nord. Qu'on nous rassure, et vite, car on a réellement l'impression que cette année, les créateurs de mode ont sauté sans parachute et les yeux fermés. Chantal Gagnon attribue ce raz-de-marée de changements à rien d'autre qu'un cycle immuable qui se poursuit depuis des décennies. «Il y a deux changements par dix ans, c'est aussi incontournable que le mouvement d'un balancier. On a toujours besoin de désordre, et d'ordre par la suite, conclut-elle. Après la vague écolo et les années

grunge, l'ordre est de retour parce que tout menace de s'effondrer.»

### Ainsi va la mode

Selon l'experte, ce qui se passe actuellement dans le monde de la mode est basé sur quatre courants, qui sont autant de façons de penser et de voir le monde. «On parle de tendance lorsqu'il y a une agglomération, un engouement soudain pour plusieurs choses, alors qu'une influence est la lame de fond qui provoque cet engouement.»

### À l'ordre!

Les chaussures à bout carré, les cabans et tout ce qui est rectiligne, les formes pures réinventées par la designer milanaise Miuccia Prada, les motifs géométriques (le «boomerang» de Nike, par exemple) sont selon Chantal Gagnon (et Promostyl, le méga-bureau de style auquel elle est associée depuis six ans) de purs produits de notre besoin d'ordre, de netteté et d'un nouveau dynamisme. «Nous classons ces tendances dans un courant baptisé construction. Il signifie qu'un nouvel esprit de création est en train de faire surface. Après le marasme que nous avons connu, on observe un désir de se reprendre en mains, de nettoyer, d'épurer, de jeter des bases nouvelles.» Cela se traduit par une pureté des lignes poussée à l'extrême. Des silhouettes nettes et longues, du construit, des rayures banquier. Le courant est actuellement presque à son zénith. Les points de référence vont des édifices de Manhattan au style Jean-Claude Killy. Et en clair, ça nous donne des choses comme Polo Sport de Ralph Lauren et Giorgio Armani Neve, la nouvelle ligne de vêtements sport-actif de la maison du même nom.

### Elvis is alive and well

Un autre courant qui n'a pas fini de faire des petits chez nous comme partout au monde: la récup'. Souliers en alligator rouge pompier, permanente afro, polo à motifs digne du beau-frère de Monsieur B., l'éloge du mauvais goût teinté de dérision n'en est qu'à ses premiers balbutiements. «Nous avons à peine entamé la montée qui nous mènera au crescendo de cette grande vague que nous avons baptisée restauration, prévient Chantal Gagnon. Nous ne faisons que commencer à puiser dans ce qui a déjà été créé pour remixer tout ça dans un style très créatif. Ça nous donne des jacquards à la Missoni [c'est le pull de beauf de tout à l'heure], les pantalons à taille basse et tout

ce qui s'ensuit.» Sur un plan plus «portable», ce courant se traduit par la remontée en popularité des carreaux Argyle, ces losanges de clan écossais (en fait, c'étaient les Argyll) qui se sont alignés sur les pulls, les débardeurs et les chaussettes des hommes pendant des années. Les stylistes grappillent des éléments associés au mauvais goût pour nous les ressortir en version raffinée, réinventée. Ce n'est ni plus ni moins que la démocratisation du mauvais goût. Combien d'entre nous, en effet, ont été séduits par le renouveau apporté au velours côtelé, une matière dont on n'aurait même pas fait des torchons pour polir sa voiture il y a deux saisons?

À plus long terme, ce courant mode foncera tête baissée dans le kitsch pur et dur avec ses pantalons serrés et luisants, ses ceintures à gros médaillons façon Elvis et ses bagues dans tous les doigts. «C'est l'influence pop anglaise teintée d'un esprit voyou, travaillé en version dandy.» Confus? Pensez au groupe Oasis, au chanteur Prince, aux Who et aux Rolling Stones d'il y a 30 ans et vous y êtes.

### Folklore et cyberspace

L'avenir nous fera mêler les fleurs de cerisiers des kimonos avec les couleurs ensoleillées venues du Pérou et du Guatemala. On mélangera les genres et on mélangera les références culturelles à qui mieux-mieux, bref, la ceinture fléchée n'a pas fini d'en prendre pour son rhume. «Ce courant, que nous avons nommé migration, nous fait puiser des éléments dans le folklore et l'artisanat de contrées lointaines, puis on les réinterprète avec une sophistication et une élégance toute nouvelles», explique Chantal Gagnon. Étonnamment, c'est dans cette catégorie qu'elle classe le look militaire, qui n'a rien à voir, selon elle, avec l'imagerie «guerre et soldat», mais évoluera plutôt vers le style de vêtements inspirés des expéditions dans les contrées lointaines.

### Plus ça change...

Enfin, le kaléidoscope se referme sur la blanche froideur de looks presque cliniques et sur l'allure futuriste d'une mode pour laquelle Chantal Gagnon parle de «transition». «C'est le passage du XX<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècle par le progrès, les matières plastiques, caoutchoutées, artificielles. C'est le renouvellement de ces formes très définies, très trapèze, fin des années 60. Coucou Courrèges et Rabanne! Les formes sont très pures, on voit des manches et des pantalons trompette, des décolletés en goutte. Derrière tout cela, on remarque une nette influence du style médiéval.» Les pattes d'eph' donc, mais en tissu extensible et surtout coupées dans ces nouveaux synthétiques qui n'ont rien à voir avec le fortrel rêché du temps jadis. On trouve peu d'évocations de ce style chez nous, mais le travail de designers comme Tom Ford qui signe la collection Gucci en est l'exemple le plus probant.

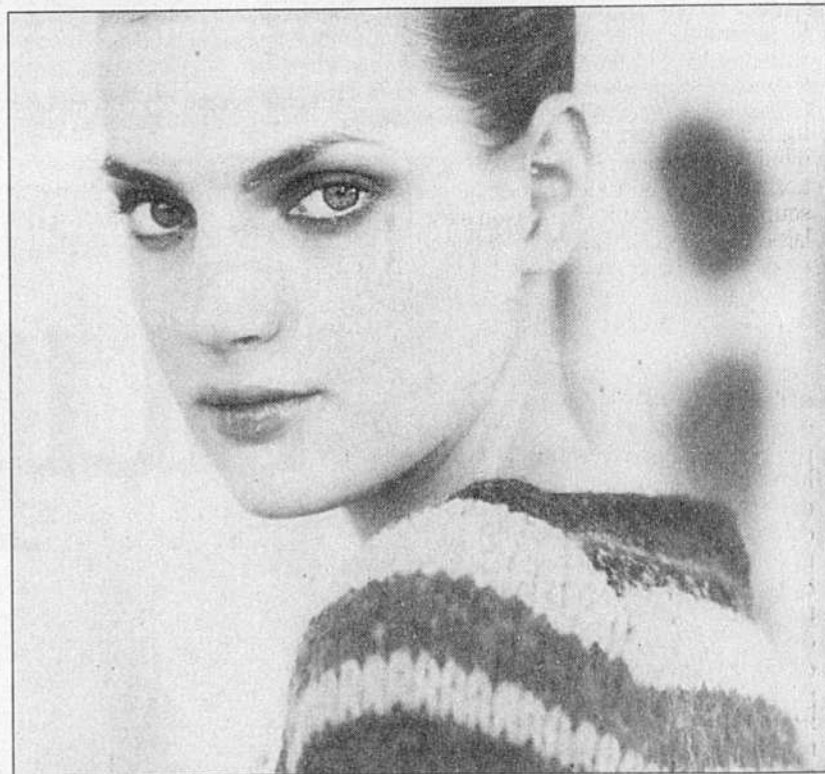
P.-S. «Bien sûr, conclut Chantal Gagnon, on peut lire les journaux et se dire que tout va mal. On peut s'affoler devant tant de tendances revues et corrigées, mais on peut aussi conclure que plus rien ne sera jamais comme avant et qu'il y a, dehors, plein de créateurs qui sont actuellement en train de repenser notre vie.»



Militaire, le tailleur monte en grade. SOURCE MAX MARA



La chemise en polyester, que c'est beau! SOURCE PLEIN SUD



Les maillots se chamaillent. SOURCE MAX MARA

FIUME JOHN SLIM HAUPT ANDEAN JHANES BARNES KENZO

GIORGIO ARMANI  
TINO COSMA  
MAESTRELLI  
MARZOTTO  
KARL KAISER  
BAUMLER  
LEYVA

**SERGIO L'UOMO**

2h de stationnement intérieur gratuit

1, carré Westmount  
Tél.: 846-0290

Choisir la mode Sergio l'Uomo, c'est choisir le meilleur de l'Europe! L'Allemagne pour ses modèles impeccables, l'Italie pour ses lignes avant-gardistes et ses coupes internationalement réputées.

## résolument Européen...

Chez Sergio l'Uomo, la mode masculine prend tout son sens. Son propriétaire Serge L'Espérance accorde une importance capitale au choix des tissus. Ici, pas de place pour les compromis. Tous les complets sont taillés dans des tissages allant de 100 à 150 points, et là messieurs, vous avez le choix!

Complets haut de gamme, vêtements sport habillés, cravates, accessoires, de tout pour l'homme de 5'6 pouces à 6'4 pouces et dans des tailles allant jusqu'à «48 long». Vous y trouverez des grands noms comme: Karl Kaiser, Baumler, Maestrelli, Marzotto, Versace, Cerruti, Gianfranco Ferré.

Faites escale chez Sergio l'Uomo de Westmount et découvrez tout le charme de la mode européenne, ses lignes soignées, ses couleurs et ses styles distinctifs.

Entrez!  
vous verrez  
bien...

GIANFRANCO FERRÉ CERUTTI 1881 PANCAIDI MISSONI BRUNO ST-HILAIRE

le 13 de la rue  
la solderie de la rive-sud

Tailles 4 à 13 ans

angle Notre-Dame et Webster,  
562, Notre-Dame,

Rte 132, Sortie Notre-Dame,  
Rte 132, Sortie Notre-Dame,

Saint-Lambert 923.52.13  
Saint-Lambert 923.52.11

## • MODE •

# Samuelsohn: l'étoffe des héros

Confidentielle depuis trois générations, la maison Samuelsohn sort enfin de l'ombre. Histoire d'habiller le parfait businessman autant que le jeune loup de la pub. Avec style et substance.

MANON CHEVALIER-DESPROGES  
COLLABORATION SPÉCIALE

Samuelsohn, vous connaissez? A moins de faire partie du club des *happy few*, il y a fort à parier que vous soyez peu familier avec la griffe montréalaise. Rien de plus normal, puisque la maison a toujours joué, depuis sa création en 1923, la carte de la discrétion et de l'*undersatement*. Mais c'est chose du passé. Résolue à sortir de l'ombre, elle s'offre aujourd'hui un véritable coup de jeunesse sans pourtant trahir son sens inné de la tradition. Son nouveau défi? Habiller le parfait businessman autant que le jeune loup de la pub. Avec style et substance. Rien de moins. Durer, échapper aux humeurs passagères de la mode, tout en restant actuel et fidèle à de hauts standards de qualité, n'est-ce pas là le plus grand défi? «Tout à fait», lance derrière ses lunettes rondes Richard Samuelson, qui dirige l'entreprise familiale avec Michael Samuelson, son frère jumeau. «Il faut évoluer avec son temps, poursuit-il, faire face aux nouvelles demandes du marché, tout en conservant ce qui fait l'intégrité de la maison. Cela demande une vigilance de tous les instants.»

C'est donc à l'abri de la rumeur que Samuelsohn confectionne à la main complets, vestons et pantalons, traite les matières dans les règles de l'art, sans toutefois boudier les percées technologiques de l'industrie textile. Le style? Classique certes, mais pas guindé. C'est l'élégance des années 40 revisitée par la modernité. C'est aussi la noblesse des matières pour donner aux costumes leur résistance et leur souplesse. C'est aussi la parfaite architecture de la coupe pour modeler le corps et lui permettre de bouger en toute aisance. «Au cours des dix dernières années, affirme Richard Samuelson, on s'est éloigné de ce que j'appelle l'allure Wall Street, qui restreignait les hommes avec ses lignes strictes et rigides. Aujourd'hui, la tendance est à la décontraction chic. Les hommes ont envie de souplesse.» Résultat: la maison s'est laissée gagner par une nette influence de l'Europe, où triomphent fluidité des lignes, confort enveloppant et raffinement jusque dans les moindres détails.

Inspirée de l'élégance italienne, la collection automne-hiver déclinée dans de riches tons de terre est composée de costumes, vestons et pantalons taillés dans de la laine pure et dans de fins mélanges de laine, de cachemire et d'angora à motifs subtils. Si le veston à trois boutons plaît de plus en plus aux hommes, le veston croisé demeure un classique, qu'il soit porté avec un pantalon étroit, plus actuel, ou avec l'éternel pantalon ample, garni de plis sur les hanches. Et pour les grands moments, la collection propose des smokings raffinés qui donnent vrai-

ment l'envie d'en posséder un dans sa garde-robe. La clientèle? Des hommes entre trente et cinquante ans, actifs et sûrs d'eux, en quête d'une allure sobre et authentique. Exit les mordus du style tapageur façon Versace, Gaultier et Gucci. Et c'est bien ainsi: la maison ne verrait pas les choses autrement.

### Tradition et perfection

Lorsqu'il reprend la destinée de la maison familiale en 1972, envahi par «un sentiment de culpabilité... (rires) Dans l'esprit de mon père,

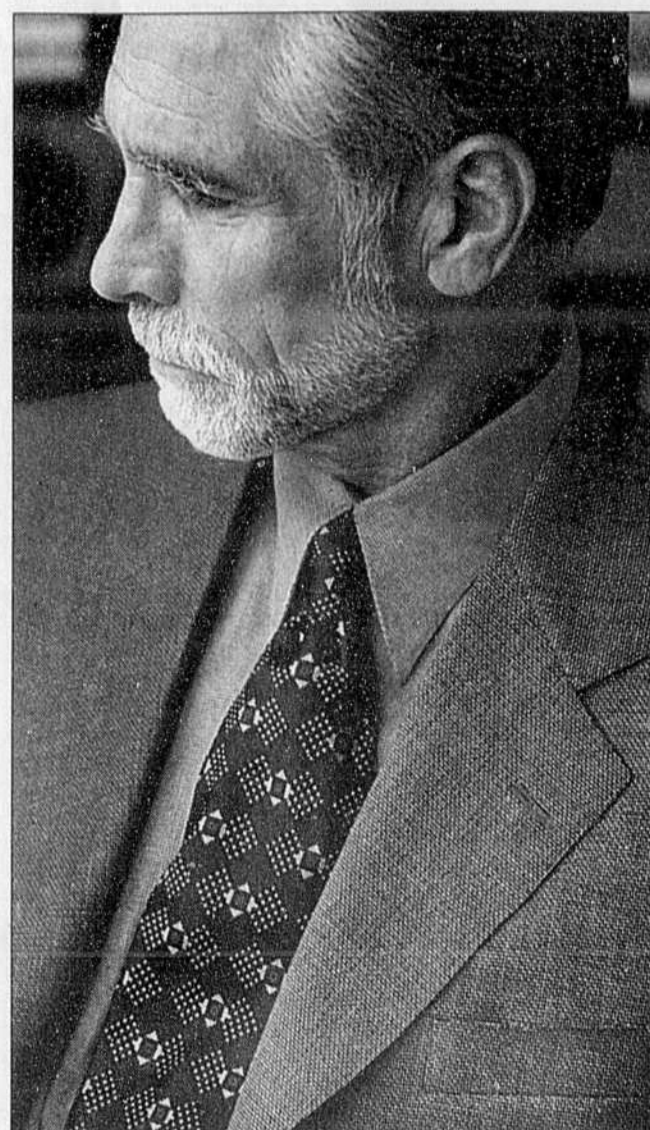
pas question de faire autre chose de ma vie!», Richard Samuelson partage déjà avec son frère Michael une vision sans compromis de la mode. «Pas de demi-mesures. Pas de raccourcis. Pas de tricheries», scandent-ils. A preuve, toutes les collections sont taillées dans des matières importées d'Europe, sans compter que les vestons sont confectionnés selon la méthode de canevass pleine longueur, à laquelle s'adonne à peine une vingtaine de manufacturiers de vêtements dans le monde. Fait intéressant, Samuelsohn est l'unique entreprise rompue à cette méthode artisanale au Canada. Son secret? L'utilisation de poils d'animaux finement tissés dans le canevass du veston pour mieux donner au vêtement sa souplesse, son tombé et sa durabilité. «L'homme actif peut bien porter et reporter son complet, le plier dans ses bagages et lui faire

subir des nettoyages à sec à répétition, grâce au canevass pleine longueur, ce dernier gardera sa forme pendant des années», ajoute Samuelson.

### Un rituel inchangé

Avant de se retrouver en boutique, chaque veston fait l'objet d'un véritable rituel. D'abord le choix de la matière première, la laine naturelle, la meilleure du monde. Par les temps qui courent, c'est sur l'épaule des moutons d'Australie qu'elle est la plus cotée. Des ranchs australiens, la laine brute voyage vers les célèbres filatures de Biella, dans le Nord de l'Italie, pour le tissage en rouleau. Enfin, on ajoute à la laine, selon les saisons, des fibres de soie italienne, de lin français ou de fin coton européen afin d'enrichir les textures et d'accroître la résistance de la matière. Une fois le design du veston élaboré, sa confection se décline en 148 étapes au cours desquelles 122 pièces différentes sont assemblées par des mains expertes. Il y a aussi les détails qui changent tout. Ainsi, chaque veston offre une poche intérieure assez profonde pour que l'on puisse aisément y ranger billets d'avion, passeport et papiers importants. Plus encore, chaque pièce de vêtement est taillée généreusement. Cela signifie que si en cours d'année, on prend quelques kilos, on peut facilement faire retoucher veston et pantalon en fonction de son nouveau tour de taille. Une astuce de confection drôlement bien pensée.

Manufacturés dans l'usine de l'entreprise, avenue du Parc, à Montréal, les quelque 1000 pièces saisonnières sont par la suite distribuées auprès de 225 détaillants au Canada et aux États-Unis. Comme le lance le manufacturier «nous avons fait de l'exportation bien avant la signature de l'Accord de libre échange! C'est une avenue essentielle, si l'on veut abolir les frontières et promouvoir non seulement notre économie mais aussi nos

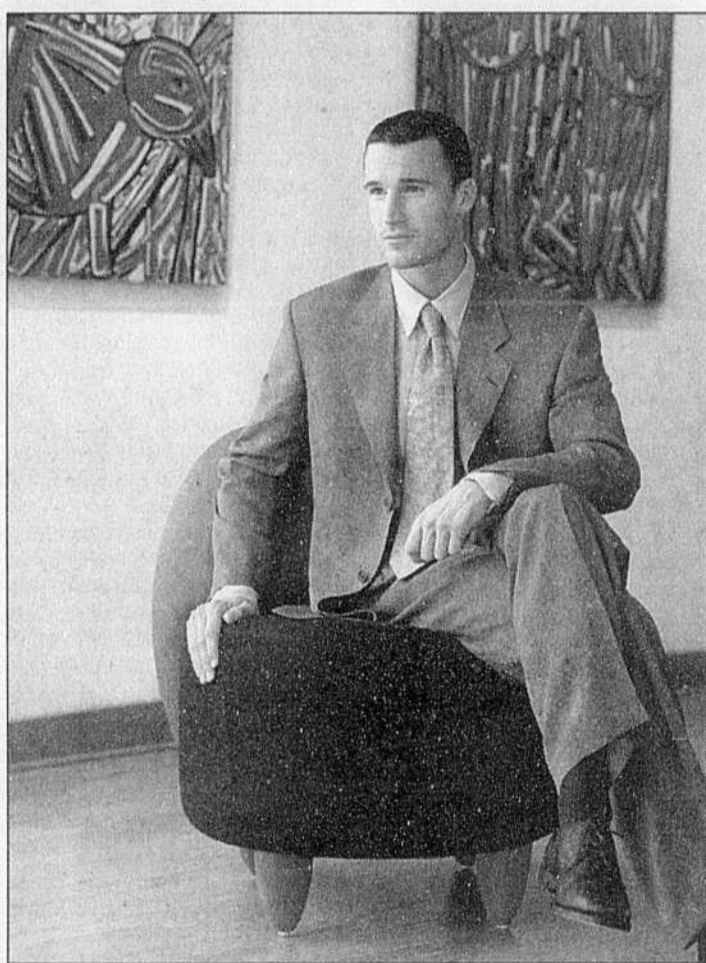


SOURCE SAMUELSON

Du cousu main pour l'homme raffiné.

valeurs profondes, notre code d'éthique et notre philosophie du service à la clientèle». Quant aux prix, ils sont étonnamment sages, compte tenu de la qualité de design et de confection. En comparaison, les étiquettes des costumes importés froient l'indé-

ce! «La mode, c'est un investissement à part entière, fait valoir Samuelson. Et il n'y pas de raison aujourd'hui, compte tenu des possibilités du marché, de faire de mauvais placements... » On ne le dira jamais assez.



SOURCE SAMUELSON

Un chic soigné et contemporain: du grand art.

Toujours de l'avant  
depuis 1921



7088, Plaza St-Hubert, Montréal (Québec)  
(coin Jean-Talon, près du métro Jean-Talon, stationnement rue St-André)  
(514) 273-3329



Nous habitons vos enfants du berceau à l'adolescence

Déjà l'automne est  
à notre porte pour  
toutes occasions, à la  
75<sup>e</sup> Maison Lalongé  
vous trouverez  
un choix considérable de vêtements, costumes de  
neige, manteaux,  
ensembles sport ou  
élégant.

robert ackermann, gg.  
JOAILLIER GOLDSMITH  
1310-540 avenue green  
westmount/qué. h3z 2b2  
téléphone: (514) 939-5651



EL MACHO  
Pendentif dont la bélière  
détachable permet de por-  
ter le bijou en broche. En 14K  
(18K rose, sert d'une fourmaline  
rose (tranche d'un cristal macle  
représenté ici à 90% de la taille réelle).

TOUTS NOS BIJOUX SONT  
CONCUS ET EXECUTES  
DANS NOS ATELIERS

SUR RENDEZ-VOUS  
MEMBRE DU COMITE ST-LAURENT

LYNE L'ESPERANCE LA MODE

Sophistiquée, désinvolte,  
ou purement décontractée...

un peu,  
beaucoup,  
passionnément!

Chez Lyne L'Espérance, la mode, c'est une question de passion. L'ambiance unique créée par un décor feutré, le service personnalisé des conseillères-mode, rien n'est laissé au hasard.

Entrez et partez à la découverte des collections automne-hiver signées des plus grands designers québécois et européens. Jean-Claude Poitras, Angela Bucaro, Muse, Sabotage, sans oublier les griffes allemandes et autrichiennes comme Lucia, Tuzzi, Giesswein, Meico et Berwin & Wolf.

Effets léopard, matières extensibles, vinyle, les nouvelles tendances se marient magnifiquement au style et à l'élégance. Robes moulantes aux allures de star, chic tailleurs, manteaux enveloppants, jupes, pantalons, sous-vêtements haut de gamme et accessoires qui vous iront à ravir.

Vos horaires sont chargés, le temps vous manque? Qu'à cela ne tienne, Lyne L'Espérance vous reçoit également sur rendez-vous, au jour et à l'heure qui vous conviennent. Participez à nos soirées mode automne 1996: un thème différent tous les mois. Réservez dès aujourd'hui votre soirée du mercredi 23 octobre et rencontrez le couturier Jean-Claude Poitras.

... L'Autre Boutique

Pour satisfaire la femme exigeante mais au budget plus serré, Lyne L'Espérance vous présente sa deuxième adresse... L'Autre Boutique.

... L'Autre Boutique, le meilleur des deux mondes. Du prêt-à-porter féminin accessible, des grands noms à petits prix et toujours le même accueil chaleureux et personnalisé.

... L'Autre Boutique,  
la passion-mode abordable!

Boutique LYNE L'ESPERANCE  
1402, rue Beaubien Est (angle Garnier)  
Tél.: 278-4292

LYNE L'ESPERANCE... L'Autre Boutique  
6551, rue Beaubien (angle Langelier)  
Tél.: 253-0731

GISSWEIN

WOMEN'S WEAR™  
HAMMER

TUZZI

LUCIA

Angela Bucaro

MUSE

BERWIN & WOLFF  
Dach

NOTRE COLLECTION  
AUTOMNE-HIVER 1996  
EST ARRIVÉE!

Club 402-HOMME®

À votre service depuis 15 ans



COSTUMES  
importés d'Italie  
au prix de gros

100% laine

Coupe exclusive  
De 299 \$ à 450 \$  
le costume

Du lundi au vendredi  
De 9 h 30 à 18 h  
Samedi de 10 h à 16 h

Tous les soirs après 18 h  
sur rendez-vous seulement

1118, rue Ste-Catherine O.,  
Suite 200, Montréal  
(514) 861-3636



## • MODE •

## Les incontournables de la saison

Quoi voir, quoi faire et quoi porter avec flair cet automne? Quinze personnalités de la mode nous ont livré en exclusivité leurs musts de la saison. À suivre sans se tromper!

HÉLÈNE PÂQUET  
COLLABORATION SPÉCIALE

## Jean Airoldi, designer

**La forme** Un pantalon trompette, légèrement évasé à l'ourlet. En cuir c'est encore mieux.

**À la longue** Une redingote ou un trois-quarts en cuir ou en lainage.

**Pas bête** Un pull à tête de phoque (comme dans «Phoque U» d'Airoldi).

**Aux pieds** Des chaussures en patchwork multicolore, façon cuir vieilli.

## Christian Chenail, designer pour Muse

**Version allongée** Une jupe longue nouvelle vague, façon tablier, plissée au dos ou avec un détail différent.

**Deux pièces** Le Cryptogramme de David Mamet, avec Elise Guilbault, et Le Passage de l'Indiana de Normand Charette.

## Ariane Cordeau, animatrice, émission Perfecto

**Ciel! Mon Marie** Indispensable: une pièce de la collection Marie Saint Pierre.

**Parlons sport** Des vêtements québécois pour jouer dehors: Hors la loi, Chlorophylle, Orage, Grolium, on a le choix!

**Le goût du vrai** Avec le film Cosmos, qui sortira en novembre et qui nous fera découvrir six jeunes cinéastes de la relève.

Marcel Dénomé, Louise Vincent, designers  
Souple Avec des tissus bi-extensibles.

**Maille** La chemise en tricot: indispensable.

**Douceur** Avec le confort du velours stretch.

**L'homme pratique** Il porte une surchemise, qui joue le veston, le blouson, la chemise ou le cardigan, selon l'occasion.

## Michel Desjardins, designer

**Du style** Avec le chic absolu d'une robe à col roulé et manches trois-quarts en crêpe.

**Du bouclé** Avec un manteau de saison en laine bouclette, chaud et



SOURCE CLINIQUE

**Minimaliste, le maquillage de la saison se dessine en nuances violacées chez Clinique.**

léger en même temps.

**Des amis** Des recettes et des idées pour les choyer dans *J'aime recevoir mes amis*, un livre de Maurice Brault, à paraître en fin de mois.

**Du cinoche** Attendu: *Le Polygraphe* de Robert Lepage.

## Denis Desro, directeur artistique, Elle Québec

**Du propre** Un look soigné, net, impeccable, un maquillage minimaliste avec accent prononcé sur les lèvres et les cheveux lissés au maximum.

**Haut gradé** Un manteau d'allure militaire qui frôle le sol.

**Attachant** Un bon vieux cardigan de grand-père.

**Match parfait** Un costume pantalon fuselé à rayures tennis.

## Philippe Dubuc, designer de mode masculine

**Chocolat** Pas la douceur, mais la couleur.

**Mouvement** Le modernisme et l'urbanisme.

**Texture** Avec la cravate monochrome et texturée.

**Nouveau duo** Le veston croisé et multiples boutons sur un pantalon étroit.

## Chantal Gagnon, directrice Chantal Gagnon Concept

**Direction couleur** Du violet, du vert pomme, du mandarine.

**Optique** Des motifs années 60 à la Missoni, très géométriques.

**Garde-à-vous** Tout l'arsenal militaire transposé côté tailleurs.

**Hier pour demain** Un caban à boutons de métal.

**Pour la forme** Des chaussures très carrées.



SOURCE MARIE SAINT PIERRE

**Long et enveloppant, le manteau-must de Marie Saint Pierre.**

## Louis Hechter, propriétaire d'Orbite Coupe Beauté

**Aromathérapie** Avec l'Élixir à la menthe d'Aveda, dont on pose une goutte sur la langue pour une haleine fraîche toute la journée.

**Une nouvelle tête** N'importe laquelle sauf le décoiffé façon Friends.

**Le BBPC** Le beau bon pas cher, qu'on trouve encore dans certaines fripes.

## Chantal Lévesque, designer pour Shan

**Saveurs** Des sushis qu'on déguste à deux au Prima Donna (3479, boulevard Saint-Laurent, Montréal).

**Peau tendre** Un automne tout de cuir vêtu et des chaussures confortables.

**Ailleurs.** Des vacances au soleil jus-

te avant la cohue des fêtes.  
**Sortir** En famille, une journée dans les vergers d'Oka.

## Michèle Mayrand, rédactrice en chef mode, Clin d'œil

**Belle jambe** Quitte à n'acheter qu'une chose, choisir un collant à motifs.

**Noir et chaud** Fréquenter les cafés, les vrais, ceux qui servent du café d'abord.

**Une italienne** La *ricola* (roquette) une laitue italienne à savourer chaque jour.

**Nouvelle dynamique** Des lunettes de sport de type spatial: Adidas en fait de superbes.

**Écouter** De la musique baroque espagnole, Al Ayre, par exemple.

## Marisa Minicucci, designer

**Entrée en matières** Avec un vêtement de cuir vrai ou faux.

**Le pied léger** Avec des Hush Puppies en suède de couleur.

**Mélange maison** Le brun qui remplace le noir et qu'on assortit à du bourgogne.

## Monic Richard, photographe

**Complice** Une grande écharpe en cachemire (noire, évidemment).

**Chaleur** Avec des conserves de tomates et du pesto maison.

**Sublime** Du poisson grillé au resto le Symposium (4293, rue Saint-Denis, Montréal).

## Marie Saint Pierre, designer

**À tout prix** Un manteau: il doit être long, beau et chaud.

**Une couleur: bleu** Chez soi et sur soi.

**Frissons garantis** Avec des fines herbes qu'on congèle pour passer l'hiver.

**Intégrale** S'offrir la série complète des ouvrages d'un auteur qu'on aime (dans son cas, Paul Auster).

## Bertrand W., directeur artistique chez Expressions Beauté

**Subtilité** Adieu mèches larges et place aux cheveux courts et aux dégradés soignés.

**Dans l'air** On redécouvre le cerf-volant et on se met à la gymnastique Pilates, qui remet en forme en douceur.

**Du goût** Avec des sushis de chez Ginza (1120, rue Laurier Ouest, Outremont).

**Pour lui** Un must: la chemise courte et ajustée. À vos abdos, les gars!



PHOTO MANON BOYER

**Maille pour mâle** créée par Dénomé Vincent.

**DOUCE UOMO**  
vous présente sa nouvelle collection Automne-Hiver 96-97

- GIGUE
- CP COMPANY
- TOMBOLINI DONNA
- ROUGE À LÈVRES
- ARMAND BASI
- TOMBOLINI

277, av. Laurier O. • 270-6154  
413, St-Jacques O. • 844-9125  
Centre de Commerce Mondial

**DOUCE UOMO**  
Dolce Uomo, vous présente sa nouvelle collection Automne-Hiver 96-97

Armand Basi  
Tombolini Uomo  
Lubiam  
Urbis

383, St-Jacques O.  
Centre de Commerce Mondial  
281-7999  
277, av. Laurier O. • 5107, av. du Parc  
277-7558

**OMEGA**  
LE LIEN ENTRE LE PASSE ET LE FUTUR

Omega Seamaster Professional.  
Chronomètre automatique en acier et or 18 ct.  
Étanche jusqu'à 300 m.  
Swiss made since 1848.

**OMEGA**  
The sign of excellence

**ROGER ROY**  
HORLOGER BIJOUTIER  
935 ouest, rue Lagauchetière, Montréal H3B 2M9  
SIÈGE SOCIAL DU CN Tél.: 861-4489

**DEUXIÈME PEAU**

Lingerie fine  
Maillots de bain

**BARBARA PARIS**

Barbara c'est moi

4457, rue Saint-Denis  
Montréal  
(Métro Mont-Royal)  
(514) 842-0811

**ma marie allaire**  
PRÊT-À-PORTER

Marie Allaire vous invite à venir apprécier l'élégance et le raffinement de la mode internationale dans le cadre d'un souper mode au restaurant

La Mollisana, 1014 rue fleury est.

Mardi 17 septembre ou  
Mercredi 25 septembre dès 18 h 30.

Coût du billet: 45\$

1588, rue Fleury Est,  
Montréal  
(514) 384-4808

**LA PROMENADE FLEURY**

Une beauté recherchée

Cet automne, faites-vous plaisir à la boutique Marie Allaire. Éléance, raffinement, style, confort et originalité. Tout est réuni pour vous mettre en beauté.

Heures d'ouverture  
Lundi • Mardi • Mercredi 10 h à 18 h  
Jeudi • Vendredi 10 h à 21 h  
Samedi 10 h à 17 h

## É D I T O R I A L

# En Bosnie, une guerre différente

François Brousseau

La Bosnie vote aujourd'hui. Est-ce l'avènement de la paix? Plutôt, la consécration froide de la partition de ce pays mort-né, et de sa division en des «fiefs ethniques» formant les embryons de deux ou trois micro-États. Les armes se sont tuées, mais les processus politiques et psychologiques des quatre dernières années sont toujours à l'œuvre.

Une image illustre, mieux que mille mots, la situation dans la Bosnie d'après-guerre, qui tente aujourd'hui un retour à la «normalité» à travers des élections sous haute surveillance internationale et médiatique. Une image proprement ubuesque, que les télévisions du monde entier, à n'en pas douter, nous montreront toute la journée.

De quelle image s'agit-il? De ces files de gens qui, dans des myriades d'autobus nolisés par les organisations internationales, suivant des routes soigneusement préétablies dont ils ne devront pas dévier d'un pouce, iront voter dans leur circonscription théorique, là où ils habitaient naguère, de l'autre côté de la ligne de démarcation qui déchire aujourd'hui la Bosnie.

Des gens qui se rendront quelques minutes dans ce qui fut leur village, leur ville, pour déposer dans l'urne leurs bulletins de votes. Mais des gens qu'on ramènera, aussitôt fait, et sans leur demander leur avis, dans la nouvelle localité où les affres de la guerre et de l'épuration ethnique les ont vu échouer à l'issue de ces quatre années infernales.

Ce «droit de voter chez soi», inscrit en toutes lettres dans les accords de Dayton signés en décembre 1995 sous le lourd patronage des États-Unis, ils seront quelques dizaines, peut-être quelques centaines de milliers, à s'en être prévalus aujourd'hui. Leur surréaliste «retour chez eux», qui aura duré quelques instants à peine, donne une bonne idée de l'abîme qui sépare la réalité des proclamations, dans cette Bosnie aujourd'hui pacifiée.

Mais qu'était Dayton, au fait? Un accord de partition *de facto* (chacun dans son fief, les Serbes avec les Serbes, les Croates avec les Croates, les Musulmans avec les Musulmans), enveloppé d'une rhétorique unitariste de façade, et surveillé par une force d'interposition étrangère exerçant son mandat d'une manière peut-être «compétente», mais surtout taillonnée, étroite et strictement technique.

Le prix paradoxal de la paix en Bosnie, c'est la consécration non dite, mais scrupuleuse, de la partition territoriale et de la purification ethnique de 1992-95.

Question: quelle a été la principale activité des soldats de l'OTAN, au cours des huit mois de leur mandat sur le terrain? Réponse: maintenir séparées les milices, les factions, ainsi que les populations sous leur coupe. D'ailleurs, et soit dit en passant, le processus d'épuration et de séparation s'est poursuivi en 1996, tout au long de cette «paix de Dayton», longtemps après que les armes se soient tuées, l'automne dernier.

Ces élections, à la date où on les tient et de la façon qu'elles se déroulent, ont été voulues d'abord et avant tout par la communauté internationale, qui a son agenda, son calendrier, ses exigences propres. Qui dit «communauté internationale» dit surtout, en l'occurrence, «États-Unis». Qui dit «États-Unis», aujourd'hui, dit «président en campagne électorale». Et qui dit «président en campagne», dit «recherche de succès médiatiques».

L'enjeu, pour la journée d'aujourd'hui, est de pré-

senter au monde l'image crédible d'un succès logistique et technique, de façon à ce que les «fabricants de paix» professionnels de l'OTAN, de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), de l'Union européenne et des États-Unis, puissent retourner chez eux lundi, à Washington, à Bruxelles ou à Londres, pour clamer leur succès et obtenir des appuis politiques.

D'ailleurs aujourd'hui, quelle est la principale crainte des militaires et des autorités internationales qui surveilleront l'élection? Que certains réfugiés auxquels on aura donné le droit — le temps d'un vote — de retourner dans leur patelin, se mettent à vouloir y demeurer, ce qui pourrait entraîner des accrochages et un dérapage des opérations.

Quelle naïveté! Des gens qui s'aviserait de prendre l'accord de Dayton au pied de la lettre, de croire sérieusement à l'application de ce qui leur avait été promis, mais a-t-on idée? Nul doute que le cas échéant, ce serait bien eux, les «fauteurs de troubles»...

Que peut-on, concrètement, reprocher à l'IFOR, la force spéciale de l'OTAN, dans l'exécution de son mandat depuis huit mois? Qu'elle n'a pas arrêté les leaders serbes Radovan Karadzic, Ratko Mladic et certains de leurs semblables, malgré un mandat international d'inculpation qui leur est explicitement destiné. Qu'elle n'a pas «forcé le terrain» en favorisant une véritable liberté de mouvement et d'expression des politiciens et des citoyens. Qu'elle n'a pas permis à une campagne électorale «nationale» de se tenir à la grandeur de ce qui fut la Bosnie-Herzégovine.

Hormis la pusillanimité des forces étrangères sur le terrain, leur absence de volonté à faire respecter des principes qui ne se trouvent dans les textes que pour la forme, il s'est produit d'autres choses encore, qui font de cet exercice, au pire une farce, au mieux une gesticulation symbolique: un processus psychologique, doublé d'un processus politique.

Au cours des huit mois d'application des accords de Dayton, la division de la Bosnie s'est accentuée dans les cœurs et les esprits. La culture de la cohabitation s'est perdue, sauf à Sarajevo et surtout à Tuzla, villes héroïques où des «pluriethniques» authentiques, sur les listes électorales marginalisées, tentent aujourd'hui de maintenir en vie ce qui reste de «l'esprit bosniaque».

Ces élections confirmeront la mainmise écrasante des nationalistes «purs et durs» des trois camps (avec des nuances et des béboms en ce qui concerne les Musulmans); le quasi-monopole des trois «partis uniques» qui règnent dans les régions de la Bosnie.

Car l'objectif, le vrai, de cette paix, de cette campagne électorale et de ce scrutin, est à l'image de la guerre qui les a précédés: c'est l'achèvement de la séparation des Serbes, des Croates et des Musulmans, ces derniers réduits à une grosse réserve au cœur des Balkans, les deux autres poursuivant leur objectif stratégique de long terme: le rattachement à la Croatie ou à la Serbie.

Inversant la célèbre citation de Clausewitz, on peut affirmer aujourd'hui, le cœur gros mais sans crainte de se tromper, que dans la Bosnie de Dayton, «la politique est la continuation de la guerre par d'autres moyens».

La politique bosniaque est «la continuation de la guerre par d'autres moyens».

## LETTRES

### Un droit fondamental

L'équité salariale est un droit de la personne, fondamental, inscrit depuis 20 ans dans la Charte des droits au Québec et dans les droits internationaux depuis encore plus de temps. Les femmes sont des personnes.

La discrimination sexuelle avec des effets sur les salaires des femmes est interdite. Ce droit fondamental n'est pas respecté au Québec malgré des plaintes et le climat de volontarisme...

Et nous approchons du XXI<sup>e</sup> siècle. Les femmes comme collectivité sont pénalisées chaque année de plusieurs millions de dollars si on considère la masse salariale globale... peut-être encore plus si on se base sur les coûts avancés par les gens d'affaires, dénonciateurs de la loi 35.

Ajoutez à cela les pertes qui continuent de s'accumuler pendant encore les prochaines années et dont nous connaissons mieux l'ordre de grandeur.

Cette situation profite à qui? Aux employeurs des secteurs privé et public.

Ce qui me fait dire que les femmes subventionnent les entreprises depuis très très longtemps et avec une belle continuité. Quel exemple de constance!

Est-ce si difficile à accepter que nous voulions nous sortir de ce piège de générosités forcées et avant notre retraite si possible?

Nous n'en sommes plus à l'époque du duplessisme, me semble-t-il...

A cette époque, le problème se posait tout aussi péniblement pour les femmes.

Cette évolution est particulièrement difficile: les gens d'affaires calculent les profits et pertes à venir et disent non. Ils bénéficieront de dix ans pour corriger les salaires injustes pour les femmes et ce n'est pas suffisant. Que leur faut-il de plus?

**Clairé Milette**  
Membre du Syndicat des professionnelles et professionnelles du gouvernement du Québec et membre de la Coalition en faveur de l'équité salariale  
Montréal, 10 septembre 1996

### Sondage linguistique

Dans votre dernier sondage sur le débat linguistique, deux statistiques me semblent avoir échappé à l'analyse des spécialistes.

En effet, votre sondage révèle que 10,5% des gens veulent l'affichage bilingue avec prédominance à l'anglais et 2,9% l'affichage unilingue anglais, pour un total de 13,4% des personnes sondées.

Si l'on considère que les anglophones représentent environ 20% de la population du Québec, que 13,4% des personnes sondées sont en toute probabilité issues de cette communauté, cela voudrait dire que 20 ans après la loi 101, plus de 60%

des anglophones refusent toujours la prédominance du français dans l'affichage.

Il n'est donc pas surprenant que Howard Galganov ait autant de succès dans la communauté anglophone. Il y représente un courant nettement majoritaire.

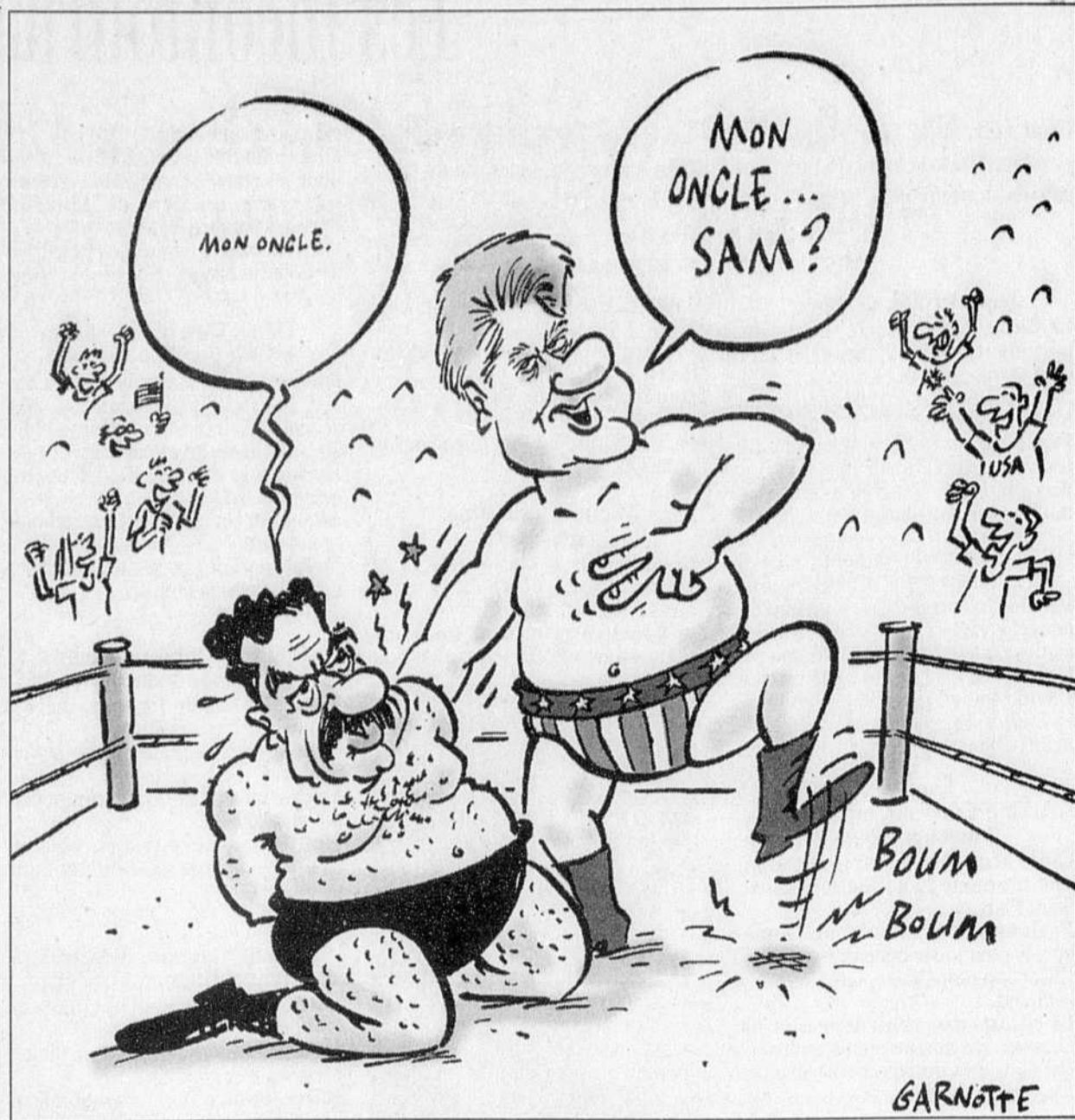
Il est grand temps que le premier ministre Bouchard retire ses lunettes roses et revise ses positions quant à la possibilité d'en arriver à un compromis acceptable sur le plan linguistique avec la communauté anglophone.

Les francophones de Montréal doivent au contraire pouvoir affirmer la prédominance de leur langue avec plus de vigueur que jamais et la seule solution est le retour à l'affichage unilingue français dans tous les commerces ayant plus de quatre employés, avec distribution à l'entrée de cahiers publicitaires en anglais pour la clientèle anglophone et française pour la clientèle francophone.

Mais une action vigoureuse dans le domaine de l'affichage public est insuffisante.

Il faut aussi agir en éducation en obligeant tous ceux ayant terminé leurs études en français à poursuivre leurs études collégiales dans cette langue et augmenter d'au moins deux heures par semaine le temps consacré à l'étude du français à tous les niveaux, du primaire au collégial inclusivement.

**Claude Côté**  
Québec, 4 septembre 1996



## Ciel, mon samedi



DANIEL LATOUCHE

Je me suis souvent demandé ce qui arrivait aux personnages publics que nous créons, par voie médiatique. Par exemple, Ti-Guy (Bertrand) continue-t-il d'exister sur le mode de tous les Ti-Guy du monde maintenant que sa cause est entendue — façon de parler — et que les médias s'en désintéressent? L'homme est-il un Ti-Guy dans l'âme ou simplement en surface? Se brosse-t-il toujours les dents comme un Ti-Guy? A-t-il développé un style Ti-Guy pour chanter dans sa douche? Est-il marié à une Ti-Guy?

Vous vous en foutez complètement? On voit bien que ce n'est pas vous qui avez mis au monde tous ces personnages! Couper le cordon ombilical n'est pas aussi simple que vous le pensez. Et si Ti-Guy ne le prenait pas? Pourrait-il me poursuivre pour refus d'assistance à personnage créé?

Riez si vous voulez mais rappelez-vous que les personnages publics ont aussi des sentiments. Je me souviens d'avoir écrit, dans une chronique pour le *Globe & Mail*, que pas un seul historien sérieux ne prenait Bill Johnson de *The Gazette* au sérieux dans ses élucubrations sur le prétendu climat de répression politique ayant existé depuis toujours au Québec. Je l'avais aussi affublé du qualificatif de l'homme-qui-parlait-à-son-ombre. Eh bien, j'ai dû me rétracter officiellement et citer le nom de deux historiens prenant effectivement et encore Bill Johnson au sérieux. Il est probable que ces deux pauvres types — des professeurs de Toronto si je me souviens bien — ne me le pardonneront jamais.

Nos personnages ont la mémoire longue, ce qui leur permet sans doute de survivre plus facilement. Car ils survivent, tous ces héros de papier. Comme les vieux généraux — et les moins vieux s'ils travaillent à Ottawa —, ils ne meurent jamais, finissant plutôt par se trouver une quelconque nouvelle occupation à la hauteur de leurs capacités. Bill Johnson est aujourd'hui chauffeur d'autobus pour M. Galganov. On dit que ce même Galganov ouvrira bientôt une agence de voyages pour chevaux. Un jour toujours à la télé en train de broser

son cheval et lui parler en anglais, *of course*.

Pauvre cheval, j'ai l'impression qu'il commence à avoir la peau sensible, comme son maître d'ailleurs.

Il y a quelques cas de recyclage passablement célèbres. Des personnages publics, que rien ne destinait à une seconde vie, se sont ainsi construits de nouvelles personnalités. Benoit Bouchard, que j'ai considéré pendant des mois comme le prototype par excellence des sous-tapis, est aujourd'hui responsable — ou du moins c'est l'impression que j'en ai gardée d'un vague communiqué de presse — du bureau fédéral chargé de faire enquête sur les catastrophes aériennes et les accidents d'avion. Pour un sous-tapis n'ayant jamais réussi à prendre son envol, vous avouerez que c'est une suite heureuse. Evidemment, on n'a pas consulté les avions, mais cela est une autre question.

Je me suis longuement ennuyé de Ben «sous-tapis» Bouchard (je me doute que la réciproque n'est pas vraie). Son départ pour l'ambassade canadienne à Paris m'avait profondément attristé. J'ai même été inquiet à l'idée de le laisser tomber. Je me réveillais parfois la nuit en pensant à son sort et au mien. Lorsque j'ai su qu'il faisait maintenant dans les avions, j'ai été rassuré: il y a effectivement une vie après la mort (politique). Cela devrait d'ailleurs être d'un certain réconfort pour Steph «plan B» Dion.

Par contre, Sheila «le-flag-sur-le-hood» Cops m'inquiète davantage. On dit qu'elle a beaucoup investi psychologiquement dans le drapeau canadien, allant même jusqu'à demander à son garagiste de lui graver

un unifolié à l'intérieur du muffler de sa limousine officielle. «Le bruit est plus *Canadian*», aurait-elle répondu. Un muffler bilingue, j'avoue n'y avoir jamais pensé.

Pauvre Sheila, je ne parlerai plus d'elle et je prie pour qu'elle tienne le coup (son muffler aussi). Mais j'ai confiance: cette femme est une véritable 4 x 4 de la politique, un véhicule tout-terrain capable de manœuvrer dans tous les méandres de notre patrimoine symbolique. Impossible de la recaler.

Elle va donc survivre à la fin de cette chronique car — comme vous l'aurez sans doute deviné — c'est bien de cela dont il s'agit ici.

Vous avez la semaine pour vous faire à l'idée que je ne serai plus là pour vous accompagner lors de votre café du samedi matin. A ceux et celles qui m'ont souvent dit qu'ils commençaient toujours par ma chronique, je dis merci. Je sais que ce n'était pas vrai, mais cela faisait quand même plaisir. Quelqu'un m'a aussi déjà fait remarquer qu'il préférerait en effet commencer par ma chronique, question d'en être débarrassé et de pouvoir lire la suite de son journal en paix. On a les admirateurs que l'on peut.

Je suis bien conscient du vide énorme que je vais causer dans votre vie. Je tremble déjà à l'idée de tous ces couples qui vont cesser de se battre pour obtenir la première partie de leur journal du samedi. Finis les commentaires du genre «Latouche est encore plus *flyé* que la semaine dernière»; «C'est impossible ma chérie!»; «Oui, oui, je t'assure!».

Finis les sarcasmes sur les intellectuels perdus en politique. Finies les lettres de lecteurs outrés de mon incapacité à distinguer la sainte Vierge, sa mère, leurs maris respectifs et le fils adoré.

Doit-on appréhender qu'un grand silence descende tout à coup sur le Québec? Une nouvelle noirceur est-elle possible? Les jours vont-ils raccourcir? Les carottes sont-elles vraiment cuites?

Souriez bon sang! Prenez donc une grande respiration... et une autre tasse de café.

Beam me out, Scotty.

## À PROPOS

### ...des consommateurs au noir

L'enquête indique qu'il n'y a pas de différence significative entre le niveau de la consommation de biens et de services au noir des hommes et des femmes. La probabilité d'en consommer serait plus élevée chez les individus âgés entre 25 et 39 ans, qu'ils soient mariés ou monoparentaux.

Généralement, les consommateurs au noir ont un emploi et gagnent plus de 30 000 \$ par année. Par ailleurs, les résultats de l'enquête montrent que les prestataires

de l'assurance-emploi sont plus enclins à consommer des produits provenant de l'économie souterraine que la moyenne de la population.

La rénovation, l'entretien domestique, la réparation, les services personnels et professionnels, les boissons alcooliques et les cigarettes seraient les principales dépenses effectuées au noir.

Fiscalité et financement des services publics, Gouvernement du Québec, 1996.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Directrice LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Vice-président, finances et administration FRANÇOIS THOUIN

Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, GUY TAILLEFER, NORMAND THÉRIAULT

Rédacteur en chef adjoint JEAN-ROBERT SANSAFON

Directeur artistique ROLAND-YVES CARIGNAN

2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

FAISCEQUEDOIS

## IDÉES

## Un chausson avec ça?

Plutôt que d'être contre McDo & Co, ne pourrait-on pas leur demander de relever le défi du sens civique?

CHRISTIANE LEFEBVRE

Architecte

Consultante en conservation du patrimoine, membre du conseil d'administration d'ICOMOS Canada (Conseil international des monuments et des sites, groupe canadien)

Les habitants du quartier Mile-End s'insurgent actuellement contre l'implantation d'un restaurant McDonald's et d'une station-service-dépanneur au pied de ce qui est considéré comme un joyau du patrimoine montréalais, le parc du mont Royal. Plutôt que d'être «contre» ces établissements — qui risquent d'être très populaires auprès des visiteurs de la montagne — pourquoi ne cherche-t-on pas, avant qu'il soit trop tard, à travailler «avec» cette réalité? Ne serait-il pas possible de convaincre les responsables de McDonald's que l'occasion est unique pour démontrer qu'ils ne cherchent pas seulement le bien-être de nos ventres (et de leur portefeuille...) mais qu'ils peuvent faire preuve de sens civique et même esthétique? Je sens déjà les plus radicaux de mes collègues me traiter de naïve à vouloir donner une âme à une entreprise qui ne fonctionne qu'à la rentabilité.

Poussons le rêve un peu plus loin. Imaginons que les promoteurs (McDonald's et Péro-Canada), de concert avec la Ville de Montréal, lancent un concours d'idées visant à transformer ce carrefour en un point de repère architectural de qualité, qui tiendrait compte du contexte social du Mile-End. Ce projet engloberait tout le quadrilatère, menacé de devenir un des plus moches carrefours urbains de Montréal? On a l'impression, comme le dit Dinu Bumbaru d'Héritage Montréal (*Le Devoir*, 29 août 1996), que Montréal cherche à rivaliser avec le boulevard des Laurentides ou Taschereau, si ce n'est avec le boulevard Sainte-Anne de Québec, les plus grandes réalisations du XX<sup>e</sup> siècle en matière de platitude environnementale.

Quelles sont les vraies menaces pour le site du patrimoine du mont Royal? Qu'on en défigne les approches portant ainsi atteinte à son intégrité? Imposons donc des normes visuelles strictes pour toutes constructions nouvelles dans un périmètre donné de la montagne. Celles-ci devraient toucher la qualité de l'architecture, les hauteurs permises, les matériaux utilisés, les formes et les couleurs. Bien entendu, et sur ce point on devrait être intraitable, il faudrait défendre les panneaux publicitaires disproportionnés. Les affiches devraient être de dimension réduite et respecter l'environnement, c'est-à-dire ne pas envahir le paysage visuel au détriment des autres bâtiments et du site de la montagne — je laisse à d'autres le soin de débattre de la question de la langue d'affichage... Mais encore faudrait-il que les preneurs de décisions tiennent compte de l'avis de leurs propres professionnels, qui connaissent très certainement ces règles de l'art en matière de protection de sites classés.

Quelles sont les préoccupations des citoyens du Mile-End? En particulier que ces nouveaux



PHOTO JACQUES NADEAU

Manifestation devant le futur McDonald's de l'avenue du Parc; pourquoi pas un concours d'idées pour transformer ce carrefour en un point de repère architectural de qualité?

établissements portent atteinte à la qualité de leur environnement (pollution visuelle, olfactive, accroissement de déchets, etc.) et à la sécurité du quartier (piqueries attirées par l'ouverture du dépanneur 24 heures sur 24). La question est sérieuse et mérite très certainement que les responsables de la Ville évaluent les impacts négatifs d'un tel projet et tiennent compte des revendications des habitants du Mile-End. L'occasion est belle pour donner un sens véritable à la récente campagne de publicité «Montréal c'est toi MA ville».

Mais à Montréal on se sent de plus en plus vulnérable en ce qui concerne la préservation de notre héritage culturel et naturel. Tout indique que le patrimoine ne fait pas partie des grands enjeux de notre société, que la volonté politique n'y est pas. Les élus municipaux vont surtout prouver du désir de tout chambarder, de démolir pour répondre aux pressions économiques présentes. Les consultations publiques

ne sont plus que de simples simulacres. Cette vision de courte vue nous pénalise tous de même que les générations à venir.

Que faire alors?

Eh bien, exactement ce que les citoyens du quartier Mile-End sont en train de faire: sensibiliser la population dans son ensemble (attention toutefois à l'utilisation des enfants dans ce débat — page couverture, *Le Devoir* du 6 septembre —, McDonald's pourrait bien se mettre en tête de les acheter avec des coupons gratuits); rallier à la cause le plus grand nombre d'organismes sensibles à la préservation du milieu de vie montréalais; faire pression sur les pouvoirs politiques pour qu'ils se réveillent et agissent en gestionnaires éclairés, plutôt que rampant devant le pouvoir de l'argent ou du manque d'imagination, pour ne pas dire de la bêtise. Si ce carrefour urbain est gâché, ce ne sera pas faute d'argent, mais faute de leadership et de VISION.

Parole d'un Africain désenchanté

## Si la justice existait en Afrique...

MARCEL KABUNDI

Juriste-criminologue  
Ancien magistrat au Zaïre  
Membre de la Fondation  
internationale des amis de l'Afrique

(L'auteur se prononce à titre individuel)

L'éditorial de François Brousseau du 26 août 1996 invite tout Africain à faire un examen de conscience. Le mien je le fais autour du thème de la justice car je constate que les dirigeants et intellectuels africains parlent très peu de ce thème. Et pourtant, c'est à ce niveau que le bât blesse car tous les problèmes que connaît l'Afrique peuvent être expliqués à partir du sens que nous donnons au vocable «justice».

En effet, si la justice existait en Afrique, il n'y aurait peut-être pas eu de génocide au Rwanda car cette situation, malgré la lecture ethnique que l'on en fait, tire probablement son origine dans toutes les formes d'injustices dont un groupe de la population a été victime ainsi que dans l'absence des mesures de protection des minorités ethniques et politiques de ce pays.

Le thème de justice en faveur duquel je plaide ici n'est pas nouveau. Plusieurs philosophes tels Aristote, Rousseau, Hobbes, John Rawls ont tout largement parlé dans leurs écrits devenus aujourd'hui des monuments classiques. Qu'il suffise de lire *Ethique à Nicomaque*, pour comprendre l'importance qu'Aristote accorde à la justice qu'il définit comme le fait de rendre à chacun son dû. En effet, la justice préside à la répartition et au partage des biens, richesses et distinctions. C'est elle qui détermine les obligations et les droits de chacun, c'est-à-dire les biens qu'il apporte et ceux qu'il obtient.

Or, on constate qu'en Afrique, 5 % de la population qui constitue la plus haute classe des riches détient toute la richesse du continent. Face à cette injustice sociale et comme l'a fait le jésuite Paulin Manwelo de Kinshasa dont l'article est paru dans *Zaire-Afrique* de janvier 1995, les gens de ma génération, la génération des désenchantés, se demandent pourquoi les uns ont-ils trop et les autres trop peu ou rien? Pourquoi les uns sont-ils riches et les autres très pauvres? Pourquoi les uns obtiennent-ils facilement des privilèges au niveau politique, économique, au niveau du respect de la dignité humaine et pourquoi les autres sont-ils favorisés politiquement, économiquement et intellectuellement? Pourquoi le tribalisme, le militantisme politique ou religieux, la coterie et la prostitution po-

litique sont devenus des critères de distribution des richesses et honneurs?

Lors de l'indépendance de nos pays, les gens de ma génération espéraient beaucoup et croyaient en l'avenir de notre chère Afrique. On nous a demandé d'aller à l'école et d'étudier pour comprendre la magie des Blancs. Certains ont même été envoyés en Europe pour acquérir les mêmes connaissances que les Blancs. Tout cela avec grand succès et désir de servir l'Afrique. Mais, quelle fut notre déception! Nos parents qui espéraient pouvoir profiter de nos études pour lesquelles ils ont investi le peu qu'ils avaient sont également une génération des désenchantés. Ils continuent à marcher à pied comme à l'époque de la colonisation. Ils continuent à puiser l'eau dans le même puits. Ils souffrent et meurent devant des enfants instruits et impuissants. Et pourtant, on nous raconte que nos sous-sols sont riches et que nos fleuves et lacs sont poissonneux. On chante que nous sommes potentiellement riches, très riches. Mais entre temps, on nait pauvre et on meurt enterré nu sur une natte trouée. Dites-moi est-ce bien cela l'indépendance? Est-ce bien cela la justice?

Depuis trois décennies, des penseurs expliquent la cause de nos malheurs tantôt en disant que c'est la faute du Blanc, l'ancien colonisateur qui ne voudrait pas de notre bonheur, tantôt en soutenant que c'est l'Africain qui est responsable de ce qui lui arrive.

De toute façon, en diabolisant l'étranger, ces penseurs aident involontairement les dirigeants politiques à dormir sans remords. Les tenants de la théorie internaliste ne nous expliquent pas pourquoi notre cuivre doit toujours être transformé à l'étranger, pourquoi le prix du café de nos parents est toujours le même depuis des décennies. Pourquoi, les coopérateurs étrangers coûtent plus cher et reprennent, sous forme de salaires et avantages de tout genre, l'argent qu'ils ont censés nous apporter? Pourquoi, ce sont toujours les mêmes qui édictent les règles? Est-ce bien cela la justice? Comme on le voit, le discours sur la justice est, selon le jésuite Paulin Manwelo, moins idéologique, moins ambigu. Il est inquisiteur et interpelle notre conscience personnelle et collective au plus profond de notre être en vue de rendre compte de notre agir dans la société.

Le désir légitime de tout Africain est d'être affranchi de la misère, de trouver un emploi stable; de participer davantage aux responsabilités de son pays, hors de toute oppression, à l'abri de situations qui offensent sa dignité humaine. C'est l'aspiration de tout le monde, Blancs ou Noirs. N'est-ce pas?

Réponse aux déclarations de la porte-parole du Fonds FCAR

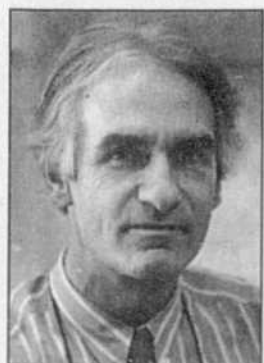
## Gérard Bouchard défend la réputation des chercheurs de l'IREP

GÉRARD BOUCHARD

Directeur de l'Institut interuniversitaire de recherches sur les populations (IREP)

(Lettre à M. Yves Rousseau, président-directeur général par intérim du Fonds pour la formation des chercheurs et l'aide à la recherche)

J'ai été surpris et offensé de lire dans *Le Devoir* du lundi 10 septembre une déclaration de la porte-parole du Fonds FCAR (Mme Geneviève Tanguay) donnant à croire que la réduction substantielle des crédits d'infrastructure versés à notre Institut lors du dernier concours serait due à la mauvaise qualité de notre dossier et en quelque sorte à la mauvaise performance des chercheurs de l'IREP. Mme Tanguay réagissait à une entrevue que m'avait demandée M. Paul Cauchon, journaliste du *Devoir*, dans laquelle je me contentais de faire état de la réduction de nos crédits d'infrastructure et des conséquences importantes qu'elle entraîne pour l'IREP. J'en donnais pour exemple l'obligation où nous nous sommes trouvés récemment de refuser une subvention de 400 000 \$ qui nous avait été accordée par le Fonds de l'autoroute de l'information du Québec: nos ressources de gestion et de développement étant réduites, il a fallu réduire nos activités scientifiques. Ce disant, je n'ai mis en cause ni les politiques, ni les décisions du Fonds FCAR et je me suis bien gardé de faire allusion de quelque manière que ce soit à ses procédures d'évaluation et à la décision qui en a résulté en ce qui concerne le dossier de l'IREP. J'ai simplement évoqué la nouvelle politique adoptée officiellement par le Fonds FCAR dans son programme «Centres de recherche», politique qui consiste à favoriser l'émergence de nouveaux centres de recherche au détriment de ceux qui sont déjà établis. Il



Gérard Bouchard

aurait été en effet de la dernière inéligance que je me plaigne dans les médias d'une décision impartiale rendue par des pairs. Je trouve donc tout à fait indélicat et inopportun que Mme Tanguay donne à entendre a) que je me suis plaint des procédures d'évaluation, b) que la coupure subie par l'IREP serait due à la mauvaise qualité de son dossier. Je ne puis accepter que notre image soit ainsi injustement ternie. Puisque Mme Tanguay a abordé publiquement cet aspect et de la façon la plus fâcheuse qui soit, je me vois maintenant obligé d'intervenir sur le même terrain pour réhabiliter l'image de l'IREP.

Voici les faits: au cours du dernier exercice triennal, le programme «Centres de recherche» du Fonds FCAR versait à l'IREP une subvention annuelle moyenne de 300 000 \$ (en fonds d'infrastructure et d'équipement). A compter du 1<sup>er</sup> juin 1996 et pour les trois prochaines années, la subvention annuelle de l'IREP a été réduite à 150 000 \$. Des représentants du Fonds FCAR et du Comité d'évaluation m'ont convoqué le 18 juin dernier pour m'expliquer les raisons de cette réduction (Mme Céline Bélanger, adjointe à la direction de l'IREP, m'accompagnait).

Selon les informations qui nous furent transmises à cette occasion, le Comité évaluateur avait relevé quelques déficiences techniques dans notre dossier, nous a-t-on dit, celui-ci était d'une grande qualité. A l'appui de cet énoncé, on a même fait valoir que notre subvention annuelle était bien supérieure à la subvention moyenne versée dans le cadre de ce concours (150 000 \$ contre 135 000 \$). Cela contredit ce qui ressort des propos de Mme Tanguay. Par ailleurs, nous apprenions que des coupures a priori avaient été effectuées, avant toute évaluation scientifique. Premièrement, on nous assura à quelques reprises que la réduction des crédits tenait essentiellement à une nouvelle politique adoptée par le Fonds FCAR, laquelle a pour effet de pénaliser les centres bien établis comme l'IREP, et ce quelle que soit la valeur de leur dossier. Cette mesure visait donc directement les centres qui avaient su pendant plusieurs années faire preuve de performance dans l'excellence. Deuxièmement, en ses propres termes, le président du Comité d'évaluation nous expliqua aussi que le temps était venu de «ramener certains centres sur terre».

L'IREP, qui s'était classé premier à son concours précédent (1993-1996) et s'était mérité la plus haute subvention, était de ceux-là. Enfin, on nous informa que le Comité avait décidé d'abaisser substantiellement le niveau maximal des subventions et que la plus haute subvention annuelle accordée pour l'exercice 1993-1996 était de 200 000 \$.

On voit donc, de trois façons au moins, des coupures a priori ont été pratiquées dans ce programme de subventions (ce qui contredit une autre déclaration de Mme Tanguay), et ce même si le budget global du Fonds FCAR n'a pas subi de compressions. Ajoutons que pour la première fois cette année le Fonds FCAR n'a pas envoyé de comité visiteur pour compléter sur place l'évaluation des centres candidats. Enfin, il est ressorti que, pour des raisons qui sont dues à certaines particularités du nouveau système d'évaluation mis de l'avant par le Fonds FCAR, une grande partie des activités de recherche de l'IREP (nature des projets, programmation générale, etc.) n'a pas fait l'objet d'une évaluation scientifique par des experts dans le domaine.

Je regrette que la déclaration de la porte-parole du Fonds FCAR m'ait contraint à cette intervention publique. J'éprouve en effet le plus grand respect pour cet organisme subventionnaire qui, depuis plus de vingt ans, a joué un rôle déterminant dans le développement de la recherche au Québec. L'IREP en particulier lui doit en très grande partie sa naissance et sa croissance. J'ai toujours admiré aussi (et vanté à qui voulait l'entendre) la rigueur et le professionnalisme qui étaient la marque de commerce du Fonds FCAR avec lequel j'ai toujours entretenu les meilleurs rapports. Tout cela me fait déplorer d'autant plus le présent incident. Je ne puis en effet accepter qu'on ait ainsi terni l'image de l'IREP. Je veux croire que c'est par inadvertance.

Enfin, s'il devait subsister quelque doute sur la qualité des performances de l'IREP et de ses chercheurs, nous vous invitons à former un nouveau jury pour évaluer notre dernière demande de subvention en tenant pleinement compte cette fois de la qualité et du potentiel scientifique de notre programmation générale et de chacun de nos projets, ainsi que de la structure propre de notre Institut. Il conviendrait évidemment que les résultats de cette opération soient rendus publics.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Louis Lapierre (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Jean Charrier, Jean Dion, Louis-Gilles Francœur, Kathleen Lévesque, Caroline Montpetit, Brian Myles, Isabelle Paré, Clément Trudel, Serge Truffaut, Diane Précourt (pages editoriales, responsable des pages thématiques); Martin Duclos et Christine Dumazet (relecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélar (responsable), Stéphane Baillargeon, Pierre Cayouette, Paule des Rivières, Louise Leduc, Jean-Pierre Legault, Benoît Munger, Odile Tremblay; à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Robert Dutrisac, Claude Lévesque, Jean Pichette, Claude Turcotte; à l'information internationale: Sylviane Tramière (adjointe au directeur de l'information), François Brousseau (éditorialiste), Jocelyn Coulon; à l'information politique: Pierre O'Neill, Manon Cornélière (correspondante parlementaire à Ottawa), Mario Cloutier et Gilles Lesage (correspondants parlementaires à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec); à l'information sportive: Yves d'Avignon; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Isabelle Hachey, Marie-Claude Petit (commis). La documentation: Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Martine Dubé (directrice), Daniel Barbeau (directeur adjoint), Jacqueline Avril, Jean de Billy, Brigitte Cloutier, Gyslain Côté, Marlène Côté, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Guyline Ouellet, Micheline Ruelland (publicitaires); Sylvie Laporte, Nathalie Lemieux, Pierrette Rousseau, Micheline Turgeon; Francine Ouellet (secrétaire). LA PRODUCTION Jocelyn Arsenault (directeur des approvisionnements, distribution et production), Marie-France Turgeon (responsable de la production), Claudine Bédard, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Sylvain Lesage, Christian Vien, Olivier Zaida. SERVICE À LA CLIENTÈLE: Johanne Brien (responsable), Evelyn Labonté (responsable à la promotion des abonnements), Manon Blanchette-Turcotte, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne. L'ADMINISTRATION Yves Bouthiette (contrôleur), Dany Dépatie (adjoint à l'administration et responsable des ressources humaines), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne d'Arc Houde (secrétaire à la direction), Céline Fauray, Ghislaine Lafleur, Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross. LE CONSEIL DU DEVOIR INC. Yves L. Duhaine (président), LA FONDATION DU DEVOIR Marcel Couture (président), Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

CONSOL «Sur les quatre vannes du pertuis [de l'ouverture de l'évacuateur], une seule était opérationnelle»

SUITE DE LA PAGE 1

ment La Baie à la façon d'un raz-de-marée. Dans un entretien téléphonique, Roger Nicolet a dit que ses experts, qui se sont rendus sur place le 8 août, lui ont rapporté que l'évacuateur «n'était pas en mesure de faire face, sans une intervention majeure, à plus que ce qui était nécessaire pour sa gestion estivale [la gestion courante du réservoir hydraulique]».

et samedi 18 juillet, ce qui aurait rendu le travail vraisemblablement plus difficile. Le porte-parole de la Stone a affirmé qu'à l'occasion de ce test, ses employés «des avaient toutes ouvertes sans problème», les quatre vannes, qui semblent plutôt mères pour la retraite, comme on peut le constater sur les photos obtenues par Le Devoir.

D'après les informations obtenues, le MEF n'aurait jamais inspecté l'évacuateur du réservoir des Ha! Ha! depuis qu'il administre cette loi, soit depuis plus de 15 ans. Il n'est pas non plus intervenu auprès de la Stone Consolidated au moment du déluge pour analyser la stratégie de la papetière ou exiger l'ouverture des vannes afin d'empêcher l'effondrement total du réservoir hydraulique des Ha! Ha!

«C'était impossible, dit-il, parce que la cabine de levage, installée sur la deuxième porte [vanne], était enchaînée au barrage.» Le porte-parole de la Stone, M. Côté, confirme cette information. La décision d'enchaîner le treuil, ajoute-t-il, avait été prise pour empêcher que des campeurs ne déplacent la cabine de levage... qui doit peser plusieurs centaines de kilos, sinon davantage.

OTTAWA

«Je ne crois pas que nous puissions laisser cette question en suspens maintenant»

SUITE DE LA PAGE 1

M. Rock a dit au Star qu'il soupesait «toutes les options» mais n'a cité que deux solutions: s'associer encore à la cause Bertrand ou s'adresser à la Cour suprême, une possibilité évoquée il y a quelques mois par M. Dion lui-même. Le ministre de la Justice a précisé sur les ondes de CBC qu'Ottawa annoncera d'ici une semaine s'il intervient ou non dans la cause de l'avocat de Québec.

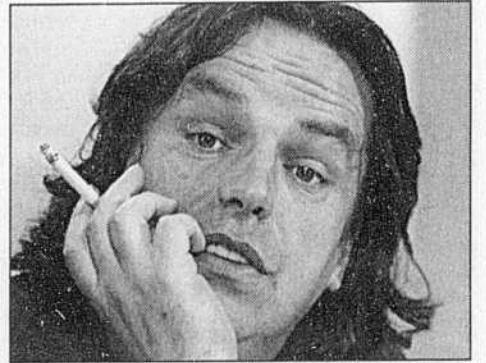
ridiques et à ne laisser aucun doute qu'advenant un autre référendum, il y aura un cadre légal à l'intérieur duquel cela se déroulera. Ainsi, il y aura une meilleure compréhension, la prochaine fois, des conséquences et de ce qui surviendra, selon le résultat, au lendemain du vote», a poursuivi le ministre de la Justice. Il a tenu à préciser, cependant, que le Canada ne pourrait pas ignorer la volonté populaire et la réalité politique d'un vote favorable à la souveraineté.

JORDAN

Une production imposante de 20 millions \$ US, tournée en partie dans les rues de Dublin

SUITE DE LA PAGE 1

Treize années de pourparlers, de portes closes à défoncer. La question irlandaise et sa sanglante histoire sont une boîte de Pandore que personne ne voulait ouvrir, et le scénario (écrit par Jordan) s'empoussiérait dans des limbes administratives. Surtout qu'à l'époque, il n'était pas très connu, Neil Jordan. Il dut attendre d'avoir une signature de poids. Après son remarquable *The Crying Game*, puis le plus inoffensif (mais hautement commercial) *Interview With A Vampire*, il obtint le feu vert pour cette œuvre qui lui tenait tant à cœur.



Le cinéaste Neil Jordan

Le film remonte aux sources d'un conflit jamais réglé, éclaire ses déchirements, fait revivre les révoltes sanglantes de 1916, à l'heure où plusieurs chefs révolutionnaires trouveront la mort dans une guérilla sans merci qui les opposait aux forces britanniques combattues par l'Irlande depuis sept siècles, désormais enflammées. *Michael Collins* est une leçon d'histoire, perçue par un œil irlandais manifestement non sympathique à l'IRA et à ses activistes, contesté par la partie adverse en tant que tel.

SŒURS

«On a eu nos premiers albums et nos premiers enfants en même temps»

SUITE DE LA PAGE 1

on suppose la version campagnarde du même lieu. Des maisons de musique. Des musiques de maison. «On n'est pas riches, commente Kate, mais on n'est pas pauvres non plus. On est bien. C'est notre sorte de vie.» Une sorte de vie telle que l'industrie du disque et du spectacle rendent habituellement impossible. Kate sourit: «On n'a pas de manager. Notre business n'est pas organisé.» La vie des McGarrigle depuis trois décennies, outre la visibilité inhérente au métier de *folksinger*, ressemble comme une sœur à la vôtre. C'est une vraie vie, où tout a été fait en temps et lieu, les chansons à écrire, les albums à enregistrer, les enfants à mettre au monde et puis à élever, les amis à fréquenter, les amours à nourrir, et le gazon à tondre sur le terrain de la maison familiale à Saint-Sauveur-des-Monts.

se déplacer comme on voulait... » Kate relaie: «Il y avait des lunchs à faire. *Life takes over*. Si on avait eu l'ambition d'être comme Céline Dion, *you do that and nothing else*. Tu sacrifies tout.» Anna relativise: «De toute façon, on n'a pas besoin de quatre maisons et de huit chars.» En parlant, Kate et Anna partagent une cigarette, qu'elles se passent sans regarder. Le geste est précis, coutumier, intimement complice. «Une fois que tu veux être Céline Dion, renchérit Kate, il faut que tu t'occupes de ton visage.» A ces mots, les sœurs se dévisagent comme si elles se détaillaient dans un miroir, et rigolent. Leurs yeux se plissent en glorieuses rides. Kate a 50 ans, Anna 51.

trouves ta note. On a découvert toutes sortes de chemins.» Kate offre une anecdote: «On a un ami qui jouait avec les Everly Brothers. On est allés les voir un soir à Ottawa et on a été invitées à prendre un p'tit coup avec eux autres. Don Everly nous a dit [elle imite l'accent du Kentucky]: «Will you sing Complaiiiiiinte for Sainte-Catherine with us?» Là, on a vu ce que c'était que de la précision. *They sing as one*.» Depuis l'an dernier, elles ont aussi chanté avec Gilles Vigneault, le temps d'un morceau western intitulé *Charlie-Jos*, sur l'album *C'est ainsi que j'arrive à vous*. «C'était ben beau», résume Anna. Invitées à La Nouvelle-Orléans, au studio de Daniel Lanois, elle ont également accompagné la princesse country Emmylou Harris sur *Waltz Across Texas Tonight*, en plus de lui fournir une chanson, la magnifique *Goin' Back To Harlan*, revisitée par Anna et Kate sur *Matapedia*. Les versions sont étonnamment différentes. «Le texte fait référence à des chansons folkloriques qu'on chantait quand on était teenagers, précise Anna. On devenait les personnages, des filles qui se mouraient d'amour pour des hommes qui étaient nos idéaux. Ça parle aussi des morceaux de violon que jouait Jean Carignan, *Le Rêve du diable*, *Le Reel du pendu*. Emmylou la chante plus passionnément que nous, sans violon. Nous, c'est plus folklorique.» Kate: «*Ours is a little sadder. We're going back*.» Tout *Matapedia* est ainsi peint à petites touches. Sans

jamais trop appuyer sur le pinceau, en mélodies caressantes, en contrepoints harmoniques et en musiques enracinées, Kate et Anna font le tour de leur monde. *Jacques et Gilles* rappelle délicatement l'exode des Canadiens français vers les *factories* de textiles de la côte Est (avec l'histoire de Jack Kerouac en filigrane, que Kate veut par ailleurs transposer en musical). *Song For Gaby* relate avec une infinie douceur les jours qui ont suivi la mort de Gabrielle, mère de Kate et Anna. Poignante sans un iota de sentimentalisme, *Why Must We Die?* regarde en face l'insupportable: la mort par cancer d'une adolescente amie de la fille d'Anna. *L'Arbre*, seul titre en français, est une triste, triste berceuse où le propos écologique, personifié par cet arbre qui parle au vent, prend un tour tragique.

MATAPEDIA Kate et Anna McGarrigle Hannibal (Ryhodisc)

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 17H00 2050, RUE DE BLEURY, 9E ÉTAGE, MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9

PUBLICITÉ (514) 985-3344 (514) 985-3344 (514) 985-3399 / télécopieur (514) 985-3390 NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

SERVICE DES ABONNEMENTS DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30 Montréal (514) 985-3355 / télécopieur (514) 985-3390 Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559